

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 22 JAN. 2016

TÉLÉDOC 242  
139, RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

Affaire suivie par Etienne du Payrat  
Bureau 1BE  
Téléphone : 01.53.18.73.05

NOR FCPB1601578C  
DF-1BE-16-3521

LE SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DU BUDGET  
À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES ET  
SECRÉTAIRES D'ÉTAT

À l'attention de Mesdames et Messieurs les  
responsables de la fonction financière ministérielle et  
les responsables de programme

**Objet : Préparation des rapports annuels de performances de l'exercice 2015.**

La présente circulaire précise les exigences liées aux rapports annuels de performances (RAP) et définit le calendrier conduisant à leur transmission à la Cour des comptes puis à leur dépôt au Parlement.

Les RAP de l'exercice 2015 doivent être transmis à la direction du budget *via* l'application Farandole **avant le 18 mars 2016** pour les lots « Performance », « Justification au premier euro » (JPE) et « Opérateurs », et **avant le 23 mars 2016** pour le lot « Comptabilité d'analyse des coûts » (CAC). Les RAP des missions « Justice » et « Sécurités », qui feront l'objet d'une analyse approfondie par la Cour des comptes, sont soumis à un calendrier spécifique et devront être transmis à la direction du budget **avant le 4 mars 2016**.

#### **I - Les RAP sont le principal support d'analyse de l'exécution et de la qualité de la gestion**

La rédaction d'un RAP pour chaque programme du budget de l'État est prévue par l'article 54<sup>1</sup> de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Le RAP est l'occasion pour le responsable de programme de rendre compte de sa gestion auprès du Parlement et de l'ensemble des citoyens *« en mettant en évidence les écarts avec les prévisions des lois de finances de l'année considérée, ainsi qu'avec les réalisations constatées dans la dernière loi de règlement »*.

<sup>1</sup> « Sont joints au projet de loi de règlement [...] les rapports annuels de performances, faisant connaître, par programme, en mettant en évidence les écarts avec les prévisions des lois de finances de l'année considérée, ainsi qu'avec les réalisations constatées dans la dernière loi de règlement :

- a) les objectifs, les résultats attendus et obtenus, les indicateurs et les coûts associés ;
- b) la justification, pour chaque titre, des mouvements de crédits et des dépenses constatées, en précisant, le cas échéant, l'origine des dépassements de crédits exceptionnellement constatés pour cause de force majeure ;
- c) la gestion des autorisations d'emplois, en précisant, d'une part, la répartition des emplois effectifs [...], ainsi que les coûts correspondants et, d'autre part, les mesures justifiant la variation du nombre des emplois présentés selon les mêmes modalités ainsi que les coûts associés à ces mesures ;
- d) la présentation des emplois effectivement rémunérés par les organismes bénéficiaires d'une subvention pour charge de service public. »

Le RAP est donc le principal support d'analyse de l'exécution et de la qualité de la gestion. Pour satisfaire pleinement tant les exigences de la loi organique que les demandes répétées des rapporteurs spéciaux du Parlement, une plus grande attention doit être apportée à la **justification précise et circonstanciée des écarts constatés par rapport aux prévisions** dans les parties « Justification au Premier Euro » et « Performance ».

**II - Nouveautés des RAP 2015 : modification du tableau récapitulatif de la réserve, repositionnement de la CAC au niveau de la mission, ajout d'un champ supplémentaire intitulé « degré de réalisation » dans le volet performance, changements induits par la mise en œuvre du décret GBCP dans les organismes sur la pré-saisie des budgets 2016**

1/ Une ligne détaillant les annulations sur réserve en cours de gestion sera ajoutée au tableau récapitulatif concernant la réserve pré-rempli par la direction du budget, affichant déjà le niveau de réserve initiale, les mouvements de gel et de dégel en cours de gestion et le niveau de la réserve disponible avant la mise en place du schéma de fin de gestion. Il est donc demandé aux ministères de concentrer leurs commentaires sur les justifications des montants et non sur leur description.

2/ Le volet CAC du RAP est repositionné au niveau de la mission avec une présentation des programmes et des actions permettant une meilleure lisibilité des résultats (*cf.* Annexe 8).

3/ Un champ intitulé « degré de réalisation » au niveau du volet performance est créé. Ce champ n'apparaîtra pas dans les documents budgétaires mais pourra alimenter le fascicule de synthèse les « Données de la performance » (*cf.* Annexe 4).

4/ Comme l'année dernière, il vous est demandé de pré-saisir les budgets initiaux N+1 (2016) des opérateurs dès le RAP N (2015). Toutefois, la mise en œuvre de la GBCP à compter du 1er janvier 2016 implique un certain nombre d'évolutions majeures dans la présentation des informations budgétaires et comptables. **Le renseignement de ces tableaux a pour objet d'anticiper et de fiabiliser les travaux du prochain PAP 2017** (*cf.* Annexe 7).

Par ailleurs, seuls les changements de maquette entre 2014 et 2015 liés à des suppressions ou à des fusions de programmes nécessiteront le retraitement des données d'exécution pour 2014.

Enfin, nous vous rappelons que les RAP des programmes des budgets annexes et des comptes spéciaux sont soumis au même calendrier et aux mêmes exigences qualitatives que ceux des programmes du budget général. En particulier, **les commissions des finances des deux assemblées ont exprimé des attentes fortes en matière de « justification au premier euro » des recettes exécutées.**

**III - Calendrier**

La direction du budget transmettra les RAP à la Cour des comptes le 15 avril 2016 puis ils seront déposés au Parlement le 29 mai 2016 au plus tard, conformément à l'article 46 de la LOLF<sup>2</sup>.

Afin de respecter ces échéances et compte tenu des expériences des années passées, la livraison des différents lots par les ministères à la direction du budget est échelonnée et doit impérativement intervenir :

- **avant le 18 mars 2016** pour les lots « Performance », JPE et « Opérateurs » ;
- **avant le 23 mars 2016** pour le lot « CAC ».

**Les jetons de l'application Farandole seront repris par la direction du budget à ces dates.**

---

<sup>2</sup> « Le projet de loi de règlement, y compris les documents prévus à l'article 54 [...], est déposé et distribué avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivant celle de l'exécution auquel il se rapporte. »

A la demande de la Cour des comptes, et de façon à permettre une étude plus détaillée sur les sujets sur lesquels elle souhaite faire porter tout particulièrement ses analyses, les **RAP des missions « Justice » et « Sécurités »** devront être livrés à la direction du budget avant le **4 mars 2016** pour transmission à la Cour des comptes avant le 25 mars.

Ces livraisons s'effectuent *via* l'application Farandole (*cf.* annexe 11), ouverte à la saisie des ministères du 18 janvier 2016 au 23 mars 2016. Les données d'exécution de l'exercice étant préalablement chargées par la direction du budget dans l'application, les travaux de saisie des ministères pourront commencer dès l'ouverture de l'application. Un second chargement des données d'exécution définitives interviendra le 1<sup>er</sup> mars 2016 après l'arrêté des données comptables par la direction générale des finances publiques.

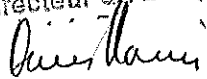
Lors de la production des RAP par l'application Farandole, des messages d'erreur signalent les éventuelles incohérences entre les données renseignées ; les ministères doivent les corriger avant transmission à la direction du budget. Si des incohérences subsistent, les lots seront systématiquement retournés au ministère pour correction.

Enfin, je vous indique que, comme l'an dernier, et à l'instar des projets annuels de performances du PLF 2016, les RAP ne sont plus imprimés par la direction du budget pour le compte des ministères, qui sont invités à gérer eux-mêmes leurs besoins internes de documents sous format papier.

**Deux réunions d'information** organisées par la direction du budget à destination des agents des ministères sont prévues :

- une réunion de présentation générale de la procédure et de présentation du lot JPE T2 le **22 janvier 2016**,
- une session de présentation de l'application Farandole le **11 février 2016**.

Les modalités d'inscription à ces réunions sont précisées en annexe 1.

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation  
Le Directeur du Budget  


**Denis MORIN**

**Liste des annexes**

**Annexe 1 : Calendrier de la préparation des RAP**

**Annexe 2 : Présentation du bilan de la programmation pluriannuelle au niveau de la mission**

**Annexe 3 : Retraitement de l'exécution 2014 au format 2015**

**Annexe 4 : Présentation stratégique du programme, objectifs et indicateurs de performance**

**Annexe 5 : Rédaction du lot JPE (dépenses de personnel)**

**Annexe 6 : Rédaction du lot JPE (dépenses autres que de personnel)**

**Annexe 6 bis : Partenariats public-privé (PPP) et contrats de crédit-bail**

**Annexe 6 ter : Contrats de projets État-région (CPER)**

**Annexe 6 quater : Fonctions support et JPE SI**

**Annexe 7 : Rédaction du lot « Opérateurs »**

**Annexe 8 : Comptabilité d'analyse des coûts**

**Annexe 9 : Ventilation des dépenses de personnel imputées sur les articles d'exécution 98 ou 99**

**Annexe 10 : Budgets annexes et comptes spéciaux**

**Annexe 11 : Saisie dans l'application Farandole**

## Annexe 1 : Calendrier de la préparation des RAP 2015

ÉCHÉANCES	TRAVAUX
<b>Lundi 18 janvier 2016</b>	<b>Chargement des données d'exécution budgétaire 2015.</b> Ouverture de l'application Farandole aux ministères.
<b>Vendredi 22 janvier 2016</b> de 9h30 à 12h00	<b>Réunion de présentation générale de la procédure</b> au 139, rue de Bercy (salle Colbert 2177D - Tél : 89499). Les inscriptions doivent être transmises par message électronique avant le vendredi 15 janvier 2016 à l'adresse suivante en indiquant « Réunion RAP » en objet : <a href="mailto:lbe-execution@finances.gouv.fr">lbe-execution@finances.gouv.fr</a>
<b>Février 2016</b>	<b>Réunions techniques du projet de loi de finances pour 2017.</b>
<b>Mardi 2 février 2016</b>	<b>1<sup>ère</sup> recopie des données d'exécution de la comptabilité budgétaire (D98) dans le module CO de Chorus - AIFE</b>
<b>Jeudi 11 février 2016</b> de 9h30 à 12h30	<b>Présentation de l'application Farandole</b> au 139, rue de Bercy (bâtiment Vauban, salle V6063 Ouest 1). Les inscriptions doivent être transmises avant le vendredi 5 février 2016 à l'adresse suivante accompagnées de coordonnées téléphoniques : <a href="mailto:formationbii.budget@finances.gouv.fr">formationbii.budget@finances.gouv.fr</a>
<b>Lundi 23 février 2016</b>	<b>CAC : Exécution de la variante 98-99</b> , pour les volets « dépenses complètes » dans Chorus dans la version finale du gestionnaire par les gestionnaires ministériels après validation de la DB et des DCB
<b>Mardi 1<sup>er</sup> mars 2016</b>	<b>Chargement des données d'exécution 2015 définitives dans Farandole</b> <b>Recopie des données d'exécution de la comptabilité générale (C98) dans le module CO de Chorus - AIFE</b>
<b>Vendredi 4 mars 2016</b>	<b>Date limite de livraison à la direction du budget des RAP des missions « Sécurités », « Justice », via l'application Farandole.</b>
<b>Vendredi 18 mars 2016</b>	<b>Date limite de livraison à la direction du budget des lots « Performance », JPE et « Opérateurs » via l'application Farandole.</b>
<b>Mercredi 23 mars 2016</b>	<b>CAC : Finalisation générale des travaux pour les deux volets (budgétaire et comptabilité générale) et livraison du jeton CAC par mission</b>
<b>Vendredi 25 mars 2016</b>	Livraison des RAP prioritaires des missions « Sécurités » et « Justice » à la Cour des comptes par la direction du budget.
<b>Vendredi 15 avril 2016</b>	Livraison des RAP à la Cour des comptes par la direction du budget.
<b>Avant le 1er juin 2016</b>	Dépôt du projet de loi de règlement (et des RAP).

## Annexe 2 : Présentation du bilan au niveau de la mission

La présentation du bilan de la programmation pluriannuelle au niveau de la mission doit impérativement comprendre les parties suivantes :

- a) **Un bilan stratégique de la mission** : ce bilan rend compte du niveau de réalisation de la stratégie pour la mission, telle qu'elle a été définie dans le PAP 2015, en s'appuyant notamment sur les indicateurs de mission et l'analyse des principaux leviers d'action. Ce bilan doit être cohérent avec les bilans stratégiques de chacun des programmes qui composent la mission, sans pour autant en constituer une simple reprise.
- b) **Un bilan des réformes intervenues ou ayant débuté en 2015**, notamment celles dont l'exécution était prévue pour l'année 2015 dans le PAP 2015 ou celles intervenues en complément. Cette partie, qui doit être renseignée avec une attention particulière, permet au lecteur de comprendre les grandes lignes des réformes dont la mise en œuvre a eu un impact sur les crédits en gestion 2015. Elle traite en particulier des économies réalisées sur les dépenses de fonctionnement et les dispositifs d'intervention.
- c) **Les indicateurs de niveau mission** : les indicateurs issus des programmes de la mission, seul le tableau des valeurs figure dans cette partie. Il est normalement intégré de manière automatique sous Farandole. Pour les indicateurs spécifiques, non issus des programmes, il conviendra de saisir, directement au niveau de la mission, les valeurs ainsi que les commentaires techniques et l'analyse des résultats obtenus en 2015.

### Modalités pratiques d'intégration de cette partie

Les ministères saisissent ces présentations directement dans l'application Farandole dans l'espace dédié à cet effet.

Pour les missions interministérielles, le chef de file de la mission (*cf.* tableau *infra*) doit consolider l'ensemble des contributions afin de saisir cette partie dans l'application Farandole.

**Tableau : Ministères « chef de file » pour les missions interministérielles**

Mission	Ministère chef de file
Aide publique au développement	Affaires étrangères
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	Défense
Enseignement scolaire	Éducation nationale
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Économie et finances
Médias, livre et industries culturelles	Culture et communication
Recherche et enseignement supérieur	Enseignement supérieur et recherche
Régimes sociaux et de retraite	Économie et finances
Relations avec les collectivités territoriales	Ministère de l'intérieur
Solidarité, insertion et égalité des chances	Affaires sociales et santé



### **Annexe 3 : Retraitements de l'exécution 2014 au format 2015**

La nomenclature par destination a évolué entre 2014 et 2015, ce qui peut rendre difficile la comparaison entre les gestions 2014 et 2015 sur certains programmes, en l'absence de retraitement des données d'exécution 2014 ou d'explications littéraires dans la JPE pour mentionner les changements de maquette intervenus en 2015.

Dans un objectif de simplification des travaux, **il n'est pas demandé aux ministères de réaliser les retraitements de l'exécution 2014** au format de la maquette Missions/programmes/actions (MPA) 2015.

**Les retraitements** dans les tableaux relatifs à la présentation des crédits et des emplois des RAP 2015 **seront réalisés par la Direction du budget.**

S'agissant des crédits, **ces retraitements** seront **strictement limités aux cas où un programme a été supprimé en 2015 et fusionné avec un programme existant**. La liste des retraitements de crédits réalisés, limitée à certains programmes, figure ci-dessous.

S'agissant des emplois, les consommations d'emplois des RAP 2014 ne seront retraitées que des changements de maquette à somme nulle sur le périmètre du budget général (BG).

**Sur l'ensemble des programmes ayant subi des changements de maquette entre 2014 et 2015**, que ceux-ci donnent lieu ou non à un retraitement de l'exécution 2014, **il vous est demandé de mentionner ces modifications dans la rubrique prévue à cet effet en introduction de la partie JPE** (cf. détails et libellés-type dans l'annexe 6).

Devront ainsi faire l'objet d'une mention explicative :

- les changements de maquette budgétaire (mission, programme, action) ;
- les mesures de périmètre modifiant le champ des dépenses de l'Etat ;
- les transferts ayant un impact réellement significatif sur le montant des crédits du périmètre considéré<sup>1</sup>.

Les mesures de périmètre qui impacteraient les emplois et les transferts d'emplois entre l'Etat et les opérateurs ne feront pas l'objet d'un retraitement des consommations d'emplois des RAP 2014 mais les commentaires littéraires doivent rendre compte de ces mouvements.

#### **Liste des évolutions de maquette**

- Les programmes 120 « Concours financiers aux départements » et 121 « Concours financiers aux régions » ont été fusionnés au sein du programme 119 « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » ;
- Le programme 106 « Action en faveur des familles vulnérables » a été fusionné au sein du programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire » de la mission « Solidarités » ;

---

<sup>1</sup> Il vous appartiendra d'apprécier, au regard des enjeux budgétaires du programme, quels sont les transferts qu'il convient de mentionner pour justifier les écarts constatés entre l'exécution 2014 et l'exécution 2015.



- Le programme 187 « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » a été fusionné au sein du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » de la mission Recherche ;
- Le programme 221 « Stratégie des finances publiques » a été fusionné au sein du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économique et financière ».

### **Liste des évolutions de maquette du titre 2**

- Le titre 2 et les emplois du programme 207 « Sécurité et éducation routière » sont fusionnés au sein du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » ;
- Le titre 2 et les emplois des programmes 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », 146 « Équipement des forces » et 178 « Préparation et emploi des forces » de la mission « Défense » et 167 « Liens entre la Nation et son armée » de la mission « Anciens Combattants » sont fusionnés au sein du programme 212 « Soutien de la politique de la défense » de la mission « Défense ».

## **Annexe 4 : Présentation stratégique du programme, objectifs et indicateurs de performance**

**L'analyse des résultats des volets « Performance » des RAP 2015 constitue une des bases de la discussion entre les ministères et la direction du budget à l'occasion des conférences de performance organisées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2017.**

### **I - Bilan stratégique du programme**

Le bilan stratégique rend compte de la réalisation de la stratégie définie pour chaque programme inscrit dans le PAP 2015 (partie « Présentation stratégique »).

Il s'agit d'un bilan de synthèse (deux pages maximum) réalisé par le responsable du programme incluant :

1. une analyse portant sur les résultats obtenus par le programme en matière de performance et une description de son évolution au cours de l'année 2015 ;
2. une synthèse de l'analyse des résultats (et/ou écarts par rapport aux prévisions) des indicateurs du programme, à la lumière des principaux événements intervenus en 2015 ;
3. des pistes pour préparer les orientations stratégiques du PAP 2017, en indiquant le cas échéant les incidences plus immédiates prévisibles sur l'exercice 2016.

Cette synthèse doit faire l'objet d'une présentation claire, mettant en évidence les enjeux stratégiques du programme, en évitant les développements détaillés.

### **II - Objectifs et indicateurs**

#### **a- Référence**

La référence se rapporte à la maquette du PAP 2015, soit la liste des objectifs et indicateurs de performance votés en loi de finances initiale (LFI) pour 2015. Les intitulés des objectifs et indicateurs restent ceux votés en LFI 2015, même s'ils ont évolué ou ont été supprimés dans les PAP 2016.. Cela permet de garantir une comparabilité de l'exercice 2015 à la fois en PAP et en RAP.

#### **b- Données chiffrées**

Sont mentionnés dans le RAP 2015, pour chaque sous-indicateur : le réalisé 2013, le réalisé 2014, la prévision initiale pour 2015 (celle du PAP 2015), la prévision actualisée pour 2015 (celle du PAP 2016), le réalisé 2015 et la valeur cible (en général 2017) inscrite en PAP 2015. Dans le cas particulier où des valeurs réalisées sont mises à jour et ne correspondent pas aux valeurs présentes dans les documents budgétaires précédents, mention en est portée, la logique des séries pluriannuelles de données devant être préservée au maximum.

La réalisation en 2015 des indicateurs de performance doit être renseignée. Si elle ne l'est pas, une explication de cette absence et un engagement sur une date ferme de documentation doivent être apportés dans les commentaires techniques. En termes de format, les champs de données du tableau ne doivent pas être laissés vides, ni comporter les mentions du type « supérieur à », « inférieur à », « à la hausse », « à la baisse » (par défaut, il est préférable d'indiquer S.O. ou N.D.).

NOUVEAU

Pour le RAP 2015, **un champ supplémentaire intitulé « Degré de réalisation »** a été ajouté sous Farandole pour chaque sous-indicateur. Il se situe sous le champ « Réalisation 2015 ». Les ministères le renseigneront en choisissant parmi l'une des quatre catégories suivantes : cible atteinte, amélioration, absence d'amélioration, données non renseignées, données non retenues. Ce champ, renseigné sous Farandole, **n'apparaîtra pas dans les documents budgétaires, mais pourra alimenter le fascicule de synthèse les « Données de la performance »**.

Pour qualifier la catégorie retenue, la méthodologie suivante sera appliquée. Il s'agit de la même méthodologie que celle utilisée pour établir les « Données de la performance » sur les résultats de l'année 2014 :

- **Cible atteinte** : il s'agit des sous-indicateurs qui ont objectivement atteint leur prévision pour 2015 ; on comparera ainsi la réalisation 2015 à la prévision 2015, en prenant la prévision la plus favorable (entre l'initiale et l'actualisée).
- **Amélioration** : cette catégorie concerne les sous-indicateurs pour lesquels :
  - la prévision est absente ou exprimée en tendance, et la réalisation 2015 est meilleure que la réalisation 2014 ;
  - la prévision n'est pas atteinte mais la réalisation 2015 est meilleure que la réalisation 2014.
- **Absence d'amélioration** : il s'agit des sous-indicateurs pour lesquels la prévision n'est pas atteinte et la réalisation 2015 est moins bonne que la réalisation 2014.
- **Données non renseignées** : cette catégorie concerne les sous-indicateurs pour lesquels :
  - la prévision est absente ou exprimée en tendance et la réalisation 2015 est moins bonne que la réalisation 2014 ;
  - la réalisation 2015 n'est pas renseignée.
- **Données non retenues** : il s'agit des sous-indicateurs qui ne relèvent pas d'une réelle mesure de la performance (sous-indicateurs de contexte ou pour information par exemple). Ces sous-indicateurs ne rentrent pas dans le calcul du taux de réalisation des cibles.

#### c- Commentaires techniques

**Il convient de rappeler que cette partie doit être présentée de manière succincte, les développements relatifs à l'analyse des résultats étant réservés à la rubrique prévue à cet effet.**

Le titre « Commentaires techniques » est généré automatiquement dans Farandole.

Ces commentaires apportent les précisions de définition indispensables à la bonne compréhension de l'indicateur : la source et le mode de calcul. Les ratios sont décomposés et expliqués.

Ils portent également sur la précision des chiffres fournis, qu'il s'agisse de la qualité de l'évaluation, de la fiabilité de la mesure ou du périmètre retenu. Il convient également de préciser, le cas échéant, si l'indicateur est en cours de fiabilisation.

La valeur présentée en réalisation 2015 doit être comparable, en termes de sources et de méthodologie, aux valeurs passées et à la prévision s'y rapportant.

Les commentaires techniques relatifs aux indicateurs transversaux reprennent les grandes lignes du mode de calcul présenté dans la circulaire relative à la préparation des volets « Performance » des PAP, en ajoutant le cas échéant une mention explicite des différences. S'agissant des indicateurs transversaux se rapportant à des fonctions support, il conviendra également de se référer à l'Annexe 6 *quater* « Fonctions support », par ailleurs jointe à la présente circulaire

d- Analyse, par objectif, des résultats et des écarts

Pour chaque objectif, après la présentation des valeurs des indicateurs, assorties des commentaires techniques mentionnés *supra*, une analyse des résultats est demandée. Cette analyse devra porter sur les écarts à la prévision initiale du PAP 2015 et montrera dans quelle mesure le programme a progressé ou pas dans l'accomplissement de cet objectif. La qualité des volets « Performance » des RAP dépend largement de la qualité de l'analyse produite.

Le but est de qualifier le degré d'atteinte de l'objectif (résultat et écart à la prévision initiale), les avancées intervenues en 2015 (écart à l'année antérieure) et d'identifier les pistes d'amélioration, en répondant par exemple aux questions suivantes :

- des évolutions stratégiques ont-elles été engagées lors de l'exercice ?
- le rythme de réalisation est-il satisfaisant ?
- des problèmes sont-ils relevés ? sont-ils ponctuels ou récurrents ?
- dans ce dernier cas, des pistes de réformes ou des modifications sont-elles envisagées ? ont-elles déjà été engagées ?
- si l'objectif est atteint : est-ce grâce à la pertinence du plan d'action mis en œuvre ? est-ce dû à un contexte positif, non anticipé ?
- *a contrario*, si l'objectif n'est pas atteint, les leviers d'action ont-ils été correctement mis en œuvre ? étaient-ils pertinents ? y a-t-il eu un contexte négatif imprévu ?
- quels enseignements en tirer ? sur la mise en œuvre des leviers d'action ? sur l'adéquation des leviers d'action ? sur l'anticipation du contexte ?

**Cette partie doit faire l'objet d'une attention particulière. Elle constitue une étape cruciale de la démarche de performance consistant à s'assurer que chaque objectif est en bonne voie d'être réalisé et de recadrer au besoin l'action.**

**Les responsables de programme doivent donner un sens aux résultats obtenus en les comparant aux objectifs formulés et en dégagant les zones d'amélioration potentielle et les initiatives et innovations mises en œuvre dès 2015 ou prévues sur l'exercice 2016.**

## Annexe 5 : Rédaction du lot JPE (dépenses de personnel)

Cette partie de la JPE est quasiment inchangée par rapport au RAP 2014. Les principales modifications concernent les points suivants :

a) le tableau en tête de la section « Dépenses de personnel » (renommée « Emplois et dépenses de personnel ») est modifié pour prendre en compte les modifications de plafond d'autorisation d'emplois intervenues en LFR ;

b) le format du tableau « Eléments salariaux » est aligné sur celui du PAP 2016 ;

c) les données d'exécution relatives aux « Contributions et cotisations sociales employeur pour les pensions » sont regroupées dans le tableau « Présentation des crédits par catégorie ».

Pour plus d'informations, les ministères sont invités à consulter la maquette du RAP 2015 sur l'application FARANDOLE (page d'accueil / rubrique « Informations et Guides utilisateurs »), ainsi que le guide de saisie JPE et crédits.

### 1. Informations relatives aux emplois

Le renseignement des tableaux relatifs à l'évolution des emplois doit faire l'objet d'une attention particulière, un tableau de synthèse sur l'ensemble des ministères figurant dans l'exposé général des motifs du projet de loi de règlement.

#### 1.1. Tableau récapitulatif des emplois par catégorie d'emplois

Dans l'application Farandole, les emplois sont gérés par action et catégorie d'emplois. Les plafonds d'emplois par programme sont reconstitués par agrégation des ETPT par action ou catégorie d'emplois. L'ETPT est l'unité exclusive de décompte de la consommation du plafond d'emplois.

Le premier tableau, intitulé « Emplois et dépenses de personnel », présente la consommation d'ETPT du programme par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale correspondante. A ce titre, **tout écart entre le total des crédits de titre 2 et le total mentionné dans ce tableau doit être justifié.**

Catégorie d'emplois	Emplois (ETPT)						Dépenses
	Transferts de gestion 2014	Réalisation 2014	LFI + LFR 2015	Transferts de gestion 2015	Réalisation 2015	Écart à LFI + LFR 2015 (après transferts de gestion) 5 - (3 + 4)	Réalisation 2015
	1	2	3	4	5		
Magistrats de l'ordre judiciaire							
Personnels d'encadrement							
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif							
B administratifs et techniques							
C administratifs et techniques							
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Catégorie d'emplois	Mesures de transfert en LFI 6	Mesures de périmètre en LFI 7	Corrections techniques 8	Total schéma d'emplois (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont EAP du schéma d'emplois 2014 sur 2015 (9)	dont impact du schéma d'emplois 2015 sur 2015 (10)
Magistrats de l'ordre judiciaire						

Catégorie d'emplois	Mesures de transfert en LFI 6	Mesures de périmètre en LFI 7	Corrections techniques 8	Total schéma d'emplois (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont EAP du schéma d'emplois 2014 sur 2015 (9)	dont impact du schéma d'emplois 2015 sur 2015 (10)
Personnels d'encadrement						
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif						
B administratifs et techniques						
C administratifs et techniques						
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

La colonne « Réalisation 2015 » est renseignée par les ministères sur leur périmètre de gestion, c'est-à-dire en incluant les transferts d'emplois. Le périmètre de gestion correspond à celui des restitutions de l'outil interministériel de décompte des emplois Chorus. Autrement dit, les transferts entrants ont vocation à consommer des ETPT et les transferts sortants à ne pas en consommer) – *cf. infra* : encadré « Détermination des consommations d'ETPT ».

Les transferts de gestion s'entendent comme tous les mouvements de personnels impactant le **plafond ministériel d'emplois**<sup>1</sup> à la hausse ou à la baisse au sens de l'article 12-II de la LOLF<sup>2</sup>. Ces transferts sont effectués par décrets publiés au Journal officiel. Ils ont généralement un caractère récurrent.

La colonne « Transferts de gestion 2015 » est renseignée automatiquement par l'application Farandole.

La colonne « Écart à LFI + LFR 2015 (après transferts) » est calculée de façon automatique par l'application Farandole selon la formule suivante :

$$\text{Écart à la LFI} = \text{Réalisation 2015} - (\text{LFI} + \text{LFR 2015} + \text{Transferts de gestion 2015})$$

Un écart positif signifie un dépassement du plafond indicatif par programme voté en LFI + LFR, corrigé des transferts de gestion. Un écart négatif signifie une sous-consommation des ETPT autorisés en LFI + LFR corrigés des transferts de gestion.

Les éventuels dépassements du plafond d'emplois au niveau du programme ou de la catégorie d'emplois, par rapport à la LFI, doivent être justifiés sur la base de l'analyse des écarts entre prévision et exécution, s'agissant des entrées-sorties, des mesures de transfert et de périmètre ou d'éventuelles difficultés techniques liées à la construction du plafond.

Il est absolument nécessaire de bien distinguer les transferts d'emplois **en gestion** (tels que décrits ci-dessus) des **mesures de transfert et de périmètre prises en compte dans la construction des plafonds en lois de finances** (d'un côté, transferts entre l'État et ses opérateurs ou entre ministères, et de l'autre, mesures dites de périmètre, y compris mesures de décentralisation).

L'impact en ETPT de ces dernières mesures, ainsi que les éventuelles corrections techniques de décompte intervenues entre 2014 et 2015, sont présentés à part et détaillés dans un tableau séparé.

Ces colonnes permettent de connaître l'évolution des effectifs à périmètre constant et donc de présenter l'impact en ETPT des schémas d'emplois (*cf. ci-dessous*). Leur contenu doit avoir fait l'objet

<sup>1</sup> Ne sont donc pas inclus dans la colonne « Transferts de gestion » les mouvements entre programmes d'un même ministère.

<sup>2</sup> « Des transferts peuvent modifier la répartition des crédits entre programmes de ministères distincts, dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme d'origine. Ces transferts peuvent être assortis de modifications de la répartition des emplois autorisés entre les ministères concernés. ». Ainsi, les mises à disposition d'agents ne constituent pas des transferts.

d'échanges préalables avec le bureau sectoriel compétent de la direction du budget. Les commentaires les détaillent précisément.

La colonne « Total schéma d'emplois » permet d'isoler la variation des ETPT qui est imputable au solde des entrées et des sorties (ou schéma d'emplois). Cet impact agrège l'impact 2015 du schéma d'emplois 2015 tel qu'il est présenté dans le tableau des emplois ci-dessous et l'impact 2015 du schéma d'emplois 2014 tel qu'il est présenté dans le RAP 2014 (ou effet « extension année pleine » du schéma d'emplois 2014 sur 2015).

Cette colonne est calculée de façon automatique par l'application Farandole selon la formule suivante :

*Impact du schéma d'emplois = (Réalisation 2015 – Transferts de gestion 2015) – Effets des mesures de transferts, de périmètre et des corrections techniques – (Réalisation 2014 – Transferts de gestion 2014)*

Deux colonnes permettent par ailleurs de détailler, au sein de cet impact, l'effet sur 2015 du schéma d'emplois 2014 (extension année pleine) et l'effet du schéma d'emplois 2015 (effet année courante).

La colonne « dont EAP du schéma d'emplois 2014 sur 2015 » est automatiquement alimentée à partir des données présentées dans les RAP 2014 (volumes et dates moyennes des entrées et sorties). Pour assurer une parfaite cohérence entre les données du RAP 2014 et celles du RAP 2015, ces données ne sont pas modifiables.

La colonne « dont impact du schéma d'emplois 2015 sur 2015 » correspond à l'effet année courante du schéma d'emplois 2015. Par souci de cohérence avec le tableau d'évolution des emplois présentés ci-dessous, celle-ci doit **strictement correspondre à l'effet année courante en ETPT des entrées et sorties présentées pour 2015**.

*Un contrôle de cohérence vérifie que le total des deux colonnes relatives à l'impact du schéma d'emplois (9 et 10) est bien égal à la colonne « Total schéma d'emplois ».*

Il est également demandé d'expliquer l'évolution de la consommation entre 2014 et 2015. Des informations détaillées sur les mesures de décentralisation, de transferts et de périmètre demandées ci-dessus y participent, de même qu'un rappel de l'impact du schéma d'emplois 2014.

Les éléments concernant l'impact en ETPT des schémas d'emplois 2015 peuvent utilement être présentés dans le commentaire du tableau de l'évolution des emplois à périmètre constant (cf. ci-dessous).

## 1.2. Évolution des emplois (à périmètre constant)

Les informations de la rubrique « Évolution des emplois à périmètre constant » sont le pendant de la même rubrique du projet annuel de performances (PAP).

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
Personnels administratifs	99	99	9,9	99	99	9	9,9	9	99
Personnels techniques	99	99	9,9	99	99	9	9,9	9	99
Militaires (hors gendarmes)	99	99	9,9	99	99	9	9,9	9	99
Ouvriers d'État	99	99	9,9	99	99	9	9,9	9	99
<b>Total</b>	<b>999</b>	<b>999</b>		<b>999</b>	<b>999</b>	<b>99</b>		<b>999</b>	<b>999</b>

Ce tableau retrace les flux d'entrée et de sortie qui concernent les personnels rémunérés sur les crédits de titre 2 du ministère et dont la rémunération est imputée sur un compte du plan comptable de l'État consommant le plafond d'emplois (*cf. infra* encadré « Détermination des consommations d'ETPT »). Il est renseigné en ETP au périmètre de la budgétisation de l'année 2015. Le schéma d'emplois s'apprécie comme le solde des entrées et des sorties entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'année *n*..

**Il doit être établi à périmètre constant**, c'est-à-dire sans prendre en considération les transferts entre l'État et ses opérateurs, les transferts entre ministères (y compris transferts de gestion), les mesures de décentralisation, les autres mesures de périmètre et les éventuelles corrections techniques. En particulier, il est précisé que la colonne « dont mouvements des agents entre programmes du ministère » doit permettre de compter les mouvements individuels d'agents d'un programme à un autre du même ministère – la somme doit donc être nulle au niveau ministériel – et non des changements de programme de rattachement d'agents liés à des transferts d'effectifs.

Les flux d'entrée doivent distinguer les primo-recrutements. Par primo-recrutements, il est entendu les recrutements par concours ou par examen professionnel d'agents qui n'étaient pas auparavant rémunérés par un ministère et les recrutements de contractuels. Les commentaires doivent également faire la distinction entre les agents titulaires et les agents contractuels.

De la même façon, les flux de sortie doivent distinguer les départs en retraite des autres départs (démissions, décès, radiations, fins de contrat, licenciements, détachements, etc.). Le nombre des départs en retraite doit avoir fait l'objet d'échanges avec le bureau sectoriel concerné de la direction du budget.

Enfin, l'information sur les dates moyennes d'entrée et de sortie doit permettre de reconstituer la variation en ETPT et de déterminer la valorisation financière des schémas d'emplois telle qu'exposée dans le tableau « Eléments salariaux ».

Les ministères remplissent ces dates moyennes d'entrée et de sortie par catégorie, impérativement avec un chiffre après la virgule. Par convention, le mois 1 correspond à une date d'entrée au 1<sup>er</sup> janvier. Les mois moyens possibles se situent donc dans l'intervalle [1,0 ; 12,9]. Par exemple : 1<sup>er</sup> janvier = 1,0 ; 1<sup>er</sup> juillet = 7,0 ; 15 juillet = 7,5 ; 10 septembre = 9,3.

La colonne « Schéma d'emplois – Prévision PAP » est automatiquement mise à jour à partir des données du PAP 2015. Les ministères devront expliquer les écarts entre prévision et réalisation, en mobilisant notamment les éléments suivants :

- entrées : accroissement des recrutements par rapport aux prévisions (les raisons doivent être précisées) ; diminution des recrutements par rapport aux prévisions (compte tenu, par exemple, de gains de productivité), etc. ;
- sorties : accélération ou décalage des départs en retraite, etc.

### 1.3 Tableau récapitulatif des emplois par action et par sous-action

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		LFI 2015 ETPT	Réalisation ETPT
01	Patrimoine monumental et archéologique	XXX	XXX
02	Architecture	XXX	XXX
03	Patrimoine des musées de France	XXX	XXX
04	Patrimoine archivistique et célébrations nationales	XXX	XXX
07	Patrimoine linguistique	XXX	XXX
07-12	Acquisition et enrichissement des collections publiques	XXX	XXX



Numéro et intitulé de l'action / sous-action	LFI 2015 ETPT	Réalisation ETPT
<b>Total</b>	<b>XXXX</b>	<b>XXXX</b>
Dont transferts de gestion		xxx

Les données sont l'agrégation des données saisies par catégorie d'emplois au niveau de l'action ou de la sous-action, par la fonction « Saisir ETPT », qui alimentent également le tableau relatif aux ETPT par catégorie d'emplois placé au début de la JPE des dépenses de personnel.

#### 1.4. Tableau récapitulatif des emplois par service

Les ministères remplissent un tableau relatif à la répartition des emplois du programme par service, en distinguant l'administration centrale du ministère, les services déconcentrés (départementaux et régionaux), les opérateurs, les services à l'étranger et, le cas échéant, dans la ligne « Autres », d'autres services (services à compétence nationale, etc.). Ce tableau doit être renseigné en ETPT et en ETP au 31 décembre 2015.

Le total des ETPT affichés dans ce tableau doit être égal au total des colonnes correspondantes du tableau relatif aux ETPT par catégorie d'emplois placé au début de la JPE des dépenses de personnel.

*Un contrôle automatique permet de s'en assurer.*

Service	LFI 2015 (ETPT)	Réalisation 2015 (ETPT)	ETP au 31/12/2015
Administration centrale	160	152	165
Services régionaux	15	13	11
Services départementaux	12	12	11
Opérateurs	15	10	10
Services à l'étranger	10	8	8
Autres	10	9	7
<b>Total</b>	<b>222</b>	<b>205</b>	<b>212</b>

Le nombre d'emplois correspondant aux opérateurs doit être cohérent avec celui figurant dans la colonne « ETPT rémunérés par ce programme » du tableau de consolidation des emplois du volet « Opérateurs » du RAP.

*Un contrôle automatique permet de s'assurer que les montants sont concordants. Toutefois, dans certains cas, il n'y a pas de concordance entre ces tableaux, notamment car le T2 d'un programme peut prendre en charge la rémunération d'emplois dans des opérateurs non rattachés à ce programme.*

*Deux lignes de saisie ont donc été créées dans Farandole (mais une seule ligne apparaît à l'impression) :*

- *dont opérateurs rattachés au programme ;*
  - *dont opérateurs non rattachés au programme.*
- *Seule la ligne « opérateurs rattachés au programme » fait l'objet d'un contrôle de cohérence.*

Les élèves fonctionnaires dans les écoles, titulaires de l'administration en formation à l'extérieur du ministère, doivent être décomptés dans la ligne « Autres ». Les emplois inscrits sur la ligne « Autres » font l'objet de commentaires détaillés pour en préciser la nature.

Ce tableau fait également référence aux données de la LFI 2015 (en ETPT, hors LFR). Les écarts doivent faire l'objet de commentaires.

### Encadré : Détermination des consommations d'ETPT

Afin d'assurer la cohérence interministérielle des informations transmises au Parlement, la détermination des consommations d'ETPT en 2015 doit exclusivement se fonder sur les restitutions fournies par les applicatifs suivants, en fonction du périmètre :

<u>Périmètre</u>	<u>Applicatif</u>
Agents pris en charge par les applications de la PSOP (BG)	Chorus (INDIA-Rému le cas échéant)
Agents pris en charge par les applications de la PSOP (BACEA)	INDIA-Rému
Agents pris en charge par les applications de solde du ministère de la Défense et de la Gendarmerie nationale, inclus dans les plafonds d'emplois Défense et Intérieur	Gendarmerie : Chorus Défense : Chorus
Agents pris en charge par les applications de solde du ministère de la Défense et de la Gendarmerie nationale, inclus dans des plafonds d'emplois d'autres ministères	Chorus Gendarmes : catégories d'emplois 1170, 1171 et 1172 Militaires : catégories d'emplois 1091 à 1094
Agents payés après mandatement, hors solde des militaires (HPSOP)	Chorus

Ces données font chaque année l'objet de **retraitements manuels**, transversaux ou spécifiques à chaque ministère, dont les modalités et la volumétrie doivent donner lieu à un échange préalable avec le bureau sectoriel compétent de la direction du budget et, le cas échéant, être mentionnées au sein du RAP.

Pour les ETPT de la PSOP, ces retraitements peuvent porter sur :

- la correction d'erreurs d'imputation de la rémunération de certains emplois sur les comptes du plan comptable de l'État : il arrive que des imputations des emplois soient faites à tort sur des comptes ne conduisant pas à consommation du plafond d'emplois et ne donnant lieu à aucune information. C'est notamment le cas de certains agents contractuels dont la rémunération a été imputée sur l'intitulé « Rémunération à l'acte, à la tâche, à l'heure » (comptes en 64113) ;

- les primo-entrants payés par acomptes, dès lors que ni le versement des acomptes, ni leur récupération ne donnent lieu dans les outils à un calcul d'ETPT ;

- les agents à demi-traitement maladie et les agents à temps partiel thérapeutique, qui décomptent non pas à hauteur de la durée effective de leur service mais au *prorata* de leur rémunération : 0,5 ETPT pour les agents à demi-traitement maladie et 1 ETPT pour les temps partiel thérapeutique (car ils perçoivent l'intégralité de leur traitement).

Pour les ETPT hors PSOP calculés par Chorus, des retraitements manuels pourront être nécessaires :

- lorsqu'à la suite de l'utilisation de types de pièces inappropriés par des gestionnaires, des dépenses HPSOP auront été converties à tort en ETPT HPSOP par Chorus (remboursements de mises à disposition notamment). Pour mémoire, le paramétrage de l'application conduit à ne pas convertir certains types de pièces en ETPT HPSOP (rétablissements de crédits, remboursements de mise à disposition). L'utilisation par les gestionnaires de pièces autres que celles retenues dans le paramétrage peut conduire Chorus à calculer des consommations d'ETPT HPSOP non cohérentes avec les conventions de décompte définies par la direction du budget ;

- lorsque sur un programme, l'hétérogénéité des populations rémunérées en HPSOP rend peu pertinente la conversion en ETPT HPSOP des dépenses HPSOP sur la base d'une valeur moyenne définie par programme.

Enfin, des retraitements propres à chaque ministère sont également effectués le cas échéant : chaque fois que leur plafond d'emplois de LFI 2015 a été construit en retenant un volume d'emplois qui n'est pas restitué ou seulement partiellement restitué par les applicatifs de décompte, les ministères doivent ajuster leur consommation réelle d'emplois à due concurrence. Cette correction concerne pour l'essentiel les personnels recrutés localement.

#### **Rappel concernant les règles de décompte des emplois :**

**Dès lors que l'État leur verse une rémunération principale au titre de leur activité, tous les personnels rémunérés sur le titre 2 ont vocation à consommer les plafonds d'emplois ministériels :**

- sont ainsi pris en compte les besoins permanents (fonctionnaires, agents non titulaires) et les besoins temporaires (saisonniers ou occasionnels) ;

- le périmètre du plafond inclut également les agents en formation (notamment les élèves fonctionnaires ou les fonctionnaires stagiaires dès lors qu'ils sont rémunérés par l'État) et les agents qui bénéficient du maintien du traitement (congé maladie ordinaire, congé de longue maladie) à l'exclusion des agents en congé de longue durée ;

- en revanche, les besoins ponctuels qui peuvent être définis comme irréguliers, discontinus et momentanés et qui font l'objet du versement par l'État de rémunérations à l'acte, à la tâche ou à l'heure (indemnités de jurys, d'enseignement et de concours, vacations) en sont exclus.

**D'autres personnels rémunérés sur le titre 2 ne consomment pas les plafonds d'emplois ministériels :**

- les réservistes : réserve militaire, réserve de la police nationale, réserve judiciaire, réserve pénitentiaire, réserve sanitaire ;

- les agents à qui l'État ne verse que des prestations sociales (allocation d'invalidité temporaire, indemnisation de l'incapacité temporaire et permanente, allocation de retour à l'emploi, etc.).

Les personnels de l'État détachés auprès d'autres personnes morales (y compris les opérateurs de l'État), les agents recrutés et employés directement par les opérateurs et les personnels mis à disposition de l'État par d'autres personnes morales sont exclus des plafonds d'emplois ministériels.

Pour 2015, il a été décidé que les apprentis ne seraient exceptionnellement pas décomptés des plafonds d'emplois ministériels.

Les personnels à qui l'État verse des honoraires, des frais d'expertise et de commission et les personnels intérimaires, sont également exclus des plafonds d'emplois ministériels (les dépenses correspondantes relèvent du titre 3).

## 2. Information relative aux crédits

Il est demandé aux ministères de vérifier, dans la rubrique « Analyse de l'exécution des dépenses hors personnel », le montant total de fongibilité asymétrique réalisé en 2015 et l'objet des principaux mouvements réalisés. Cette information fait l'objet d'une attention particulière du Parlement.

### 2.1. Éléments salariaux

Les ministères apportent des éléments d'appréciation générale sur l'écart entre les crédits exécutés et les crédits inscrits en loi de finances, en s'appuyant notamment sur les données du tableau récapitulant les principaux facteurs d'évolution de la masse salariale en 2015.

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2014 retraitée	1 376,8
Exécution 2014 hors CAS Pensions	1 384,4
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2014 / 2015	4,6
Débasage de dépenses au profil atypique	-12,1
dont GIPA	-1,5
dont indemnisation des jours de CET	-1,9
dont mesures de restructurations	-2,6
dont autres	-6,1
Impact du schéma d'emplois	26,4
EAP schéma d'emplois 2014	18,4
Schéma d'emplois 2015	8
Mesures catégorielles	0,7
Mesures générales	3,7
Rebasage de la GIPA	1,9
Variation du point de la fonction publique	
Mesures bas salaires	1,8
GVT solde	4,2
GVT positif	20,9
GVT négatif	-16,7
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	9,5
dont indemnisation des jours de CET	2
dont mesures de restructurations	0,4
dont autres	7,1
Autres variations des dépenses de personnel	0,8
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	0,8
dont autres	0
<b>Total</b>	<b>1 422</b>

**La ligne « Total » doit être égal au T2 HCAS du programme**, soit : le total T2 figurant dans le tableau « Éléments transversaux au programme » moins le montant du CAS présenté dans le tableau de répartition du T2 par catégorie (21, 22, 23). *Un contrôle automatique permet de s'assurer que le total correspond au T2 HCAS.*

Ce tableau a été construit de manière à expliquer l'exécution des crédits de titre 2 de l'année *n* (hors CAS « Pensions »<sup>3</sup>) par la somme de l'exécution des crédits de l'année *n-1* et des différents facteurs d'évolution de la masse salariale (exécution du schéma d'emplois, incidence des mesures générales, des mesures catégorielles et des glissements vieillesse-technicité [GVT] positif et négatif).

<sup>3</sup> Les dépenses au titre du CAS « Pensions » sont imputées sur la catégorie 22 du titre 2 (cotisations et contributions sociales), sur les regroupements de compte 220 (contributions exceptionnelles au CAS « Pensions »), 221 (CAS « Pensions » civils + allocation temporaire d'invalidité civils), 222 (CAS militaires) et 225 (contributions au FSPOEIE et subvention du régime des pensions des cultes).

L'exécution 2014 doit être retraitée des mesures modifiant le champ d'intervention du programme : d'une part les mesures de périmètre (notamment décentralisation) et les mesures de transfert (transferts entre programmes, transferts vers ou depuis les opérateurs, transferts en gestion non récurrents), d'autre part les mesures salariales ayant une dynamique spécifique (garantie individuelle du pouvoir d'achat [GIPA], rachat de jours de compte épargne temps [CET], mesures de restructuration ou mesures non reconductibles). Ces derniers éléments, dits « débasés », sont ensuite réintégrés, dans une ligne spécifique pour la GIPA et de façon agrégée pour les autres dans la ligne « Rebasage de mesures au profil atypique – hors GIPA » (voir également plus bas).

Les montants inscrits sur la ligne « Impact des mesures de transferts et de périmètre » doivent être en cohérence avec le volume des ETPT concernés (présentés dans le tableau relatif aux ETPT par catégorie d'emplois.

A compter du RAP 2015, le débasage de la GIPA est automatiquement renseigné à partir des données d'exécution 2014. Pour assurer une parfaite cohérence entre les données du RAP 2014 et celles du RAP 2015, ces données ne seront pas modifiables. Par ailleurs, la ligne « Rebasage de la GIPA » correspondant à l'exécution 2015 des dépenses de GIPA sera automatiquement renseignée à partir des données d'exécution Chorus.

Les ministères détaillent ensuite les principaux facteurs d'évolution de la masse salariale entre l'exécution 2014 retraitée et l'exécution 2015.

À cet effet, il convient de rappeler que le mode de calcul des économies ou coûts liés au schéma d'emplois et au GVT positif et négatif (ainsi que l'effet solde qui en résulte) doit être conforme à celui prévu dans la circulaire 2BPSS-15-3970 (NOR : FCPB1503088C) du 13 février 2015 relative à l'outil de budgétisation des dépenses de personnel et à son annexe 1.

La ligne « Mesures catégorielles » n'est pas alimentée automatiquement. Les ministères veillent toutefois à ce que les montants des mesures catégorielles du présent tableau et du tableau des mesures catégorielles concordent. *Un contrôle automatique permet de s'en assurer.*

Les montants inscrits au titre des lignes « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » et « Autres variations des dépenses de personnel » doivent être détaillées en commentaire. **Seules les mesures débasées peuvent faire l'objet d'un rebasage.**

Les « Autres variations des dépenses de personnel » doivent plus spécifiquement retracer la variation de certains éléments de rémunération qui ne dépendent pas du point ; ces éléments ne sont pas présentés selon le format débasage/rebasage dans la mesure où ils sont intégrés au socle. C'est par exemple le cas pour les heures supplémentaires, ainsi que pour l'économie relative à la suppression progressive de l'IE CSG prévue par le décret n° 2015-492 du 29 avril 2015.

Par ailleurs, il est demandé aux ministères de remplir un tableau présentant les coûts d'entrée et de sortie sous-jacents à la détermination des coûts/économies du schéma d'emplois et du GVT négatif. Il doit être renseigné en euros, charges comprises, hors contributions au CAS « Pensions ».

Catégorie d'emplois	Coûts d'entrée (1)		Coûts de sortie (1)	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Catégorie A	999	999	999	999
Catégorie B	999	999	999	999
Catégorie C	999	999	999	999

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Les écarts éventuels entre prévision et exécution doivent faire l'objet de commentaires.

## 2.2. Mesures générales

Les ministères insèrent les développements suivants : « *L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, a été versée à XX agents du ministère pour un coût de XX M€* » et « *Le montant des mesures bas salaires a été de XX M€ pour XX agents* ».

## 2.3. Principales mesures catégorielles

Les ministères dressent un bilan complet de la mise en œuvre des mesures catégorielles en 2015, en identifiant les principales mesures selon leur nature (statutaire, indemnitaire ou transformations d'emplois), le nombre d'agents concernés, leur catégorie ainsi que leur corps et en indiquant pour chaque mesure son coût pour 2015 compte tenu de la date de mise en œuvre (une ligne pour chacune des mesures réalisées).

Ils remplissent le tableau prévu à cet effet sans oublier d'indiquer les effets « extension année pleine » des mesures 2014 (une ligne par mesure). Ces effets ne doivent pas être confondus avec le caractère pluriannuel d'un plan catégoriel qui aurait donc vocation à avoir un effet sur plusieurs années. Par définition, seules peuvent avoir un effet « extension année pleine » en 2015 des mesures catégorielles entrées en vigueur au cours de l'année 2014.

Les mesures de transformations d'emplois ont vocation à prendre en compte les deux aspects du phénomène de « repyramidage » :

- un repyramidage qui correspond à des plans de qualification des personnels déjà en place ;
- un repyramidage « fonctionnel », qui consiste à supprimer les postes des personnels sortants et à les remplacer par des postes plus qualifiés.

Il est rappelé que les mesures catégorielles comprennent, entre autres, le coût des variations positives des taux d'avancement (ou « promus-promouvables » qui constituent une partie pilotable du GVT) et l'intégralité des mesures indemnitaires (y compris les indemnités/primes non reconductibles).

Les ministères veillent à harmoniser les libellés des mesures entre les différents programmes. Pour les mesures à caractère pluriannuel, il est demandé d'utiliser des libellés strictement identiques d'une année sur l'autre, et de PAP à RAP, afin de faciliter les comparaisons.

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2015	Coût 2015	Coût en année pleine
Effets extension année pleine des mesures 2014						9 999 999	9 999 999
<i>Avancement de grade (modification du taux promus-promouvables)</i>	9	A, B, C	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX XXXX XXXXX	11-2013	10	999 999	999 999
Mesures statutaires						9 999 999	9 999 999
<i>Avancement de grade (modification du taux promus-promouvables)</i>	9	A, B, C	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX XXXX XXXXX	11-2014	02	999 999	999 999
Mesures indemnitaires						9 999 999	9 999 999
<i>Revalorisation de l'indemnité X</i>	9	B	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX X	11-2014	02	999 999	999 999
Transformations d'emploi (requalification)						9 999 999	9 999 999
<i>Plans de requalification en faveur des B administratifs, des C techniques, et de la catégorie C administrative</i>	9	B, C	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXXX X	03-2014	10	999 999	999 999
<b>Total</b>						<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>

La date d'entrée en vigueur est renseignée par mois et année comme dans l'exemple ci-dessus.

La colonne « Nombre de mois d'incidence sur 2015 » correspond au nombre de mois de l'année pendant laquelle la mesure a été en vigueur et a eu une incidence budgétaire sur l'année 2015 :

*Exemple : pour une mesure entrée en vigueur en juillet : 6 ; pour une mesure entrée en vigueur en septembre : 4 ; etc.*

L'entrée en vigueur s'entend ici dans un sens budgétaire et non juridique : le coût 2015 est par définition égal au produit du coût « année pleine » par le nombre de mois de l'année pendant laquelle la mesure a été en vigueur divisé par douze.

*Exemple : le coût d'une mesure dont le coût en année pleine est chiffré à 100 000 €, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2014 est à égal à  $100\,000 \times (3/12) = 25\,000$  €.*

La colonne « coût année pleine » est calculée automatiquement par l'application Farandole sur la base du coût 2015 saisi par les ministères.

#### 2.4. Glissement vieillesse-technicité

Les ministères doivent détailler ici l'impact du GVT positif et du GVT négatif (ou effet de noria) en valeur absolue et en pourcentage de la masse salariale.

#### 2.5 Mises à disposition

Depuis 2014, la JPE des dépenses de personnel des RAP comporte trois tableaux pour décrire les emplois mis à disposition pour une durée supérieure à un an.

Dans les trois tableaux, le décompte des agents est exprimé en ETPT sur l'année 2015, quel que soit le plafond d'emplois concerné, et donc, même si ce n'est pas le plafond du programme considéré qui est consommé. Par exemple, lorsqu'existe une délégation de gestion, c'est le plafond d'emplois du programme d'accueil qui est consommé.

Le « coût chargé » (tableaux 1, 2 et 3) s'entend comme un coût total, CAS compris.

La saisie des trois tableaux est obligatoire et un message d'erreur s'affichera dans le cas contraire. Toutefois, ces trois tableaux ne seront pas publiés dans les RAP 2015.

#### MISES A DISPOSITION SORTANTES ENTRE PROGRAMMES D'UNE DUREE SUPERIEURE A UN AN

Programmes bénéficiaires	MAD non remboursées		MAD remboursées (facturation interne et rétablissement de crédits)		MAD financées par une délégation de gestion (conso d'ETPT et dépenses imputées directement sur le programme bénéficiaire)	
	ETPT	Coût chargé	ETPT	Coût chargé	ETPT	Coût chargé
185 Diplomatie culturelle et d'influence						

Pour les mises à disposition entre programmes (internes à l'Etat), les renseignements demandés portent d'une part sur les programmes bénéficiaires (programmes qui accueillent des personnels mis à disposition), et d'autres part, sur les emplois (exprimés en ETPT) et les coûts chargés associés, pour chaque modalité de financement (non remboursées, remboursées par rétablissement de crédits, mise en œuvre d'une délégation de gestion). Les mises à disposition renseignées dans ce tableau ne concernent que les mises à disposition sortantes.

## MISES A DISPOSITION SORTANTES ENTRE L'ETAT ET UN TIERS D'UNE DUREE SUPERIEURE A UN AN

Type de structure d'accueil	MAD non remboursées		MAD remboursées (titre 2)	
	ETPT	Coût chargé	ETPT	Coût chargé
Opérateurs				
Associations				
FPT/FPH				
Institutions communautaires				
Organismes internationaux				
Autres structures				

Pour les mises à disposition sortantes entre l'Etat et un tiers, les informations portent sur les emplois (en ETPT) et les coûts chargés associés, par type de structure d'accueil, que ces mises à dispositions soient ou non remboursées.

## MISES A DISPOSITION ENTRANTES ENTRE L'ETAT ET UN TIERS D'UNE DUREE SUPERIEURE A UN AN

Type de structure d'accueil	MAD non remboursées	MAD remboursées (titre 3)	
	ETPT	ETPT	Coût chargé
Opérateurs			
FPT/FPH			
Autres structures			

Pour les mises à dispositions entrantes entre l'Etat et un tiers, les emplois (ETPT) et les montants remboursés (le cas échéant) sont recensés selon le type de la structure d'origine.

### 2.6. Présentation des crédits par catégorie

Catégorie	Exécution 2014	Prévision LFI 2015	Exécution 2015
<b>Rémunérations d'activité</b>			<b>999</b>
<b>Cotisations et contributions sociales</b>			<b>999</b>
Dont contribution d'équilibre au CAS Pensions			999
CAS Pensions civils (y.c. ATI)			
CAS Pensions militaires			
Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)			
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)			
Dont cotisation employeur FSPOEIE			
Dont autres cotisations			
<b>Prestations sociales et allocations diverses</b>			<b>999</b>
<b>Total Titre 2 (y.c. CAS pensions)</b>			<b>999</b>
<b>Total Titre 2 (hors CAS pensions)</b>			<b>999</b>

Les colonnes relatives à l'exécution 2014 et à l'exécution 2015 sont alimentées automatiquement. Le détail des données relatives aux cotisations et contributions sociales prévues en LFI 2015 est à renseigner par les ministères.



Il est rappelé que l'éventuelle cotisation patronale au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État [FSPOEIE] pour les ouvriers de l'État est par convention imputée dans la partie hors CAS « Pensions », au contraire de la subvention d'équilibre au FSPOEIE.

### PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	Prévisions	Réalisations
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	XXX	XXX	XXX
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité	XXX	XXX	XXX
Remboursement domicile travail	XXX	XXX	XXX
Capital décès	XXX	XXX	XXX
Allocations pour perte d'emploi	XXX	XXX	XXX
Autres	XXX	XXX	XXX
<b>Total</b>		XXX	XXX

Le renseignement de ce tableau est obligatoire.

Le nombre de bénéficiaires et les montants concernés doivent être renseignés par catégorie de prestations (accidents de service/accidents du travail et maladies professionnelles, revenus de remplacement du congé de fin d'activité, allocations pour perte d'emploi...). Les ministères veillent à ce que la ligne de total soit égale au montant de la catégorie 23. S'agissant des bénéficiaires, les ministères précisent l'unité de décompte.

*Un message d'alerte apparaît si le total de la colonne « Réalisation » n'est pas égal au total de la ligne « Prestations sociales et allocations diverses » du tableau de synthèse des crédits de titre 2 par catégorie.*

### ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Le renseignement de ce tableau est également obligatoire. L'action sociale interministérielle et ministérielle doit être présentée en rappelant succinctement les principaux dispositifs, les montants moyens versés et le nombre de bénéficiaires. Si le tableau est présenté pour l'ensemble du ministère dans la JPE d'un autre programme, une mention doit le signaler, en utilisant par exemple la formule suivante : « L'action sociale ministérielle et interministérielle est portée par le secrétariat général ; les principaux dispositifs, montants et bénéficiaires sont présentés dans le RAP du programme xxx. »

Le tableau précise, par catégorie de dépenses, les effectifs concernés en ETP, le titre (titre 3 pour des biens non pérennes ou titre 5 pour des biens pérennes, selon le type de dépense concerné) et les montants exécutés.

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration	XXX	X XXX	X XXX	X XXX
Logement	XXX	XXX	XXX	XXX
Famille, vacances	XXX	X XXX	X XXX	X XXX
Mutuelles, associations	XXX	XXX	XXX	XXX
Prévention / secours	XXX	X XXX	X XXX	X XXX
Autres	XX	X XXX	X XXX	X XXX
<b>Total</b>		<b>XX XXX</b>	<b>XX XXX</b>	<b>XX XXX</b>

Le tableau doit faire l'objet de commentaires. Notamment, le contenu de la ligne « Autres » fait impérativement l'objet d'une description. Les ministères doivent veiller à la cohérence de ces montants avec ceux présentés dans la justification par action (hors T2) pour ces mêmes dépenses.

Enfin, il est rappelé que les ministères qui n'ont pas fait figurer dans la partie « Performance » l'indicateur d'efficience de la fonction « Ressources humaines » (ratio effectifs gérants/effectifs gérés) doivent prévoir l'insertion de cet indicateur dans la partie de la JPE « Dépenses de personnel ».

## SYNTHESE DES CONTROLES DE COHERENCE AUTOMATIQUES DANS FARANDOLE

Tableaux concernés	Objet du contrôle
<b>Tableau emplois par catégorie en ETPT</b>	La somme des effets année courante et des EAP doit être égale à l'impact total du schéma d'emplois
<b>Tableau de synthèse des crédits de titre 2 par catégorie (21, 22 et 23)</b>	Le montant de la ligne « Cotisations et contributions sociales » doit être supérieur au montant de la ligne « dont contributions au CAS Pensions »
<b>Évolution des emplois à périmètre constant</b>	La somme des totaux de la colonne « dont mouvements entre programmes du ministère » pour l'ensemble des programmes d'un ministère doit être nulle
<b>Répartition des emplois par service</b>	Le total des ETPT affichés dans ce tableau doit être égal au total des colonnes correspondantes du tableau récapitulatif des emplois en ETPT
	Les montants affichés sur la ligne « Opérateurs » doivent être en concordance avec ceux figurant dans la colonne « ETPT rémunérés par ce programme » du tableau de consolidation des emplois du volet Opérateurs
<b>Éléments salariaux</b>	Le total du tableau doit être égal au T2 HCAS du programme, soit : le total T2 figurant dans le tableau «Éléments transversaux au programme» moins le montant du CAS présenté dans le tableau de synthèse des crédits de titre 2 par catégorie (21, 22, 23)
	Le montant inscrit sur la ligne « Mesures catégorielles » doit être égal au total du coût n du tableau relatif aux mesures catégorielles
<b>Mises à disposition</b>	Les tableaux relatifs aux mises à disposition doivent être renseignés. Le cas échéant un commentaire doit être fait pour préciser l'absence de mises à disposition.
<b>Prestations sociales</b>	Le total de la colonne « PLF » en PAP ou « Réalisation » en RAP doit être égal au total de la ligne « Prestations sociales et allocations diverses » du tableau de synthèse des crédits de titre 2 par catégorie (21, 22, 23)

## Annexe 6 : Rédaction du lot JPE (dépenses autres que de personnel)

Le document de référence est le *Guide de la justification au premier euro des crédits du PLF 2015* annexé à la circulaire IBLF-15-3241 du 03 juillet 2015 relative au projet de loi de finances pour 2016 et à la finalisation des projets annuels de performances (PAP).

### **1/ Rappels généraux sur la JPE**

La JPE, inscrite dans les RAP fournis dans le cadre des annexes explicatives jointes au projet de loi de règlement pour 2015 (*cf.* article 54 de la LOLF), constitue un outil essentiel d'information du Parlement.

Elle doit permettre d'effectuer **des comparaisons avec la JPE des PAP 2015, en retenant une présentation similaire**, tout en intégrant les **améliorations méthodologiques apportées lors de la rédaction des PAP 2016**.

Le responsable de programme doit expliquer **les choix de gestion** qu'il a opérés et **l'emploi des crédits par nature qui en a découlé**. **Les engagements restant à couvrir par des paiements dans les années suivantes**, qui découlent de ces choix de gestion, doivent être présentés de manière claire et détaillée.

**La JPE des RAP a pour objet d'informer le Parlement sur l'utilisation effective des moyens humains et financiers votés pour 2015, en explicitant et en justifiant l'utilisation des crédits, ainsi que les écarts importants avec les prévisions de la loi de finances initiale. L'obligation de rendre compte avec précision de l'utilisation des crédits votés est la nécessaire contrepartie de la liberté laissée aux gestionnaires de disposer des crédits qui leur sont alloués.**

La partie JPE sera saisie en intégralité dans l'application Farandole.

Cet exercice de JPE, au sens large, intéresse l'ensemble des programmes (budget général, budgets annexes et comptes spéciaux dotés de crédits).

### **2/ Éléments transversaux au programme**

En introduction de la partie JPE, une rubrique présente de manière structurée les éléments suivants :

- passage du PLF 2015 à la LFI 2015 : la loi de finances initiale différant, du fait des amendements d'origine parlementaire ou gouvernementale adoptés lors du débat parlementaire, des montants indiqués dans les PAP, il est prévu, à titre liminaire, d'expliquer les écarts entre la LFI 2015 et les montants du PLF 2015. Un tableau pré-rempli figurera désormais dans les RAP. Dès lors, l'attention des rédacteurs devra se porter exclusivement sur la justification des amendements adoptés ;
- modifications de maquette : cette partie doit être renseignée lorsque des évolutions de maquette budgétaire sont intervenues entre 2014 et 2015, expliquant pour partie les écarts constatés entre l'exécution 2014 et l'exécution 2015 ;

Comme les années précédentes, les retraitements liés aux modifications de maquette seront réalisés directement par la direction du budget, uniquement lorsque l'exécution 2014 est aisément identifiable (cas des programmes supprimés en 2014 et fusionnés au sein d'un programme existant – *cf.* annexe 3).

Il conviendra d'indiquer précisément dans cette partie l'ensemble des changements de maquette intervenus entre 2014 et 2015, en utilisant les libellés-types suivants :

Dans la JPE des programmes sur lesquels sera réalisé un retraitement de l'exécution 2014 : « *l'exécution 2014 figurant dans le rapport annuel de performances 2014 a été retraitée afin de prendre en compte la fusion avec le programme XXX, actée en loi de finances 2015* » ;

Dans la JPE des programmes ne donnant pas lieu à un retraitement de l'exécution 2014, en raison des difficultés à identifier de manière fiable l'exécution 2014 correspondant au périmètre du nouveau programme créé en 2015 :

- dans le RAP des nouveaux programmes créés en 2015 : « *le programme ayant été créé en loi de finances 2015, le montant de l'exécution 2014 ne figure pas dans le rapport annuel de performances. Ce programme a été constitué par transfert des crédits (...préciser les missions et programmes d'origine du transfert réalisé en 2015 pour créer le nouveau programme)* » ;
- dans le RAP des programmes ayant donné lieu à un transfert en 2015 pour créer le nouveau programme : « *le montant de l'exécution 2014 intègre les crédits transférés en 2015 sur le nouveau programme XXX au titre de (...préciser l'objet du transfert)* » ;

S'agissant des changements de maquette infra-programmes, les libellés suivants pourront notamment être utilisés :

- sur les programmes d'origine des crédits transférés en 2015 : « *le montant de l'exécution 2014 intègre les crédits transférés en 2015 sur le programme XXX au titre de [préciser l'objet du transfert]* » ;
- sur les programmes destinataires des crédits transférés en 2015 : « *le montant de l'exécution 2015 intègre les crédits transférés en 2015 depuis le programme XXX au titre de [préciser l'objet du transfert]* » ;
- justification des mouvements réglementaires et des lois de finances rectificatives : sont détaillés l'objet et le montant de l'ensemble des mouvements intervenus en cours de gestion (décrets de transfert, d'avance et de virement, arrêtés de reports de crédits) et des lois de finances rectificatives ;
- origine et emploi des fonds de concours et des attributions de produits : il convient de préciser le contenu des fonds de concours et des attributions de produits, le montant des recettes affectées et de justifier, le cas échéant, les écarts significatifs par rapport au montant prévisionnel figurant dans le PAP 2015 ;
- réserve de précaution et fongibilité : un tableau pré-rempli synthétisera les montants mis en réserve, les montants gelés, dégelés, et annulés en cours d'exercice ainsi que le montant de la réserve résiduelle avant la mise en place du schéma de fin de gestion. Il convient donc de justifier l'utilisation de la mise en réserve initiale (consommation, annulation, reports sur 2016), ainsi que les mouvements de fongibilité mis en œuvre au sein du programme. S'agissant de la fongibilité asymétrique, l'objet de chaque mouvement est précisé, en indiquant s'il s'agit d'un mouvement à caractère technique.

Les autres rubriques ne sont pas modifiées par rapport au RAP 2014 :

- **grands projets transversaux, crédits contractualisés et partenariats public-privé** : il s'agit d'expliquer les résultats et les écarts constatés sur les grands projets (informatique, immobilier, etc.) en intégrant des informations sur le respect des calendriers et des coûts (*cf.* annexes 6 *bis* et 6 *ter*) ;
- **coûts synthétiques transversaux** : analyse générale des résultats et des écarts constatés par rapport au PAP 2015 (coût par élève, par journée d'activité, par agent, etc.).

### **3/ Suivi des crédits de paiement associés à la consommation des autorisations d'engagement**

Un modèle d'échéancier AE/CP est défini au niveau de chaque programme afin d'informer le Parlement sur la couverture des engagements par les crédits de paiement. La présentation de cet échéancier est maintenue dans une optique de simplification et de meilleure lisibilité des informations. **Seules les données relatives aux dépenses hors titre 2 sont mentionnées.**

La maquette de l'échéancier est présentée à la fin de l'annexe. Pour chacune des cases, sont précisés l'objet et la source des données :

- données à saisir par les ministères ;
- données renseignées par la direction du budget à partir des systèmes d'information ;
- données calculées de manière automatique en appliquant une formule de calcul.

**Dans l'échéancier, les deux cases devant faire l'objet d'une saisie par les ministères sur chacun des programmes sont les suivantes :**

- (P4) : « CP consommés en 2015 sur engagements 2015 » ;
- (P5) : « Estimation des CP 2016 sur engagements non couverts au 31/12/2015 ».

Par ailleurs, **l'analyse des engagements restant à couvrir par des paiements** demeure une attente forte du Parlement. Par conséquent, les commentaires devront préciser :

- quelles sont les principales opérations physiques associées aux engagements restant à couvrir ;
- quel est l'échéancier prévisionnel des décaissements à venir.

Les commentaires, de nature budgétaire, doivent donc permettre de mesurer la contrainte réelle pesant sur le programme et d'associer à cette contrainte un contenu physique.

### **4/ Justification par action des éléments de la dépense par nature**

Il s'agit de présenter l'emploi des crédits et l'écart à la JPE du PAP 2015.

**❶** Des explications devront être données sur les **écarts entre les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement inscrits dans les PAP 2015 et les montants des crédits effectivement consommés** en gestion 2015, s'agissant :

- des dépenses de fonctionnement : par exemple incidence des contrats pluriannuels et/ou d'objectifs, impact de la politique immobilière ;
- des dépenses d'investissement : écarts de coût et décalage de calendrier ;
- des dépenses d'intervention : mise en œuvre de nouveaux dispositifs et/ou abandon de dispositifs existants, refonte de dispositifs existants, effets-volume, effets-prix, rattachement de fonds de concours et attributions de produits.

**❷** La **consommation des fonds de concours et des attributions de produits sera présentée** dans la JPE par action, d'autant plus lorsque leur montant représente une part significative des crédits exécutés. Une information doit être apportée sur les opérations qu'il était envisagé de réaliser à l'appui de ces ressources dans le PAP 2015 et celles qui l'ont été effectivement grâce à ce mode de financement. Les conséquences tirées sur l'exécution des éventuels écarts entre les ressources prévues et les rattachements effectifs doivent être également mentionnées.

**De manière générale, tout écart significatif<sup>1</sup> entre la prévision budgétaire et l'exécution constatée doit faire l'objet d'une explication claire et synthétique.**

<sup>1</sup> Le caractère significatif de l'écart devra être apprécié au regard des enjeux budgétaires et en comparaison des crédits initiaux.

❸ Les commissions des Finances des deux assemblées ont souligné la nécessité de retracer et d'expliquer **l'exécution des postes ou dispositifs mentionnés dans les exposés sommaires des amendements d'origine parlementaire votés lors du débat du PLF 2015**. Ceci doit permettre à la représentation nationale de vérifier que l'intention exprimée par le Parlement a bien été respectée ou, dans les cas où le gestionnaire a choisi de s'écarter de la volonté exprimée par le Parlement quant à la répartition des crédits au sein des actions, de comprendre quelles en sont les raisons.

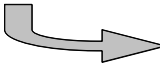
**En revanche, il est nécessaire d'alléger les RAP des descriptions du fonctionnement des dispositifs, qui y figurent trop souvent, en particulier lorsque les dispositifs restent inchangés dans leur fonctionnement et leurs modalités par rapport aux développements présentés dans le PAP 2015. Le RAP pourra ainsi se limiter à justifier la dépense effective par les déterminants de la dépense, sans présenter à nouveau en détail le dispositif en question, pour lequel le lecteur pourra utilement se reporter au PAP 2015.**

Dans un même souci d'allègement, il est recommandé d'éviter de s'appesantir sur d'éventuelles « erreurs d'imputations », notamment lorsqu'il s'agit de montants faibles (inférieurs à 500 000 €). Les données chargées dans Chorus font foi, et l'accent doit être mis sur l'explication des **écarts significatifs** entre la prévision budgétaire et l'exécution constatée.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	CRÉDITS DE PAIEMENT
AE ouvertes en 2015 (*) (E1) X XXX XXX	CP ouverts en 2015 (*) (P1) X XXX XXX
AE engagées en 2015 (E2) X XXX XXX	Total des CP consommés en 2015 (P2) X XXX XXX
AE affectées non engagées au 31/12/2015 (E3) X XXX XXX	dont CP consommés en 2015 sur engagements antérieurs à 2014 (P3) = (P2) - (P4) X XXX XXX
AE non affectées non engagées au 31/12/2015 (E4) = (E1) - (E2) - (E3) X XXX XXX	dont CP consommés en 2015 sur engagements 2015 (P4) X XXX XXX

### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2014 non couverts par des paiements au 31/12/2014 brut (R1) XXX XXX					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2014 (R2) XXX XXX					
					
	<b>Engagements ≤ 2014 non couverts par des paiements au 31/12/2014 net</b> (R3) = (R1) + (R2) X XXX XXX	-	CP consommés en 2015 sur engagements antérieurs à 2015 (P3) = (P2) - (P4) X XXX XXX	=	Engagements ≤ 2014 non couverts par des paiements au 31/12/2015 (R4) = (R3) - (P3) X XXX XXX
	AE engagées en 2015 (E2) XXX XXX	-	CP consommés en 2015 sur engagements 2015 (P4) XXX XXX	=	Engagements 2015 non couverts par des paiements au 31/12/2015 (R5) = (E2) - (P4) XXX XXX
					<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2015</b> (R6) = (R4) + (R5) XXX XXX

Estimation des CP 2016 sur engagements non couverts au 31/12/2015 (P5) X XXX XXX
Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2016 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2015 (P6) = (R6) - (P5) XXX XXX

**NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2**

(\*) LFI 2015 + reports 2014 + mouvements réglementaires + fonds de concours + attributions de produits + fongibilité asymétrique + LFR



## **1<sup>ER</sup> BLOC : LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

(E1) Ce montant correspond aux AE ouvertes par la LFI 2015, auxquelles s'ajoutent les AE reportées de 2014 vers 2015, celles issues des mouvements réglementaires et lois de finances rectificatives intervenus en cours de gestion 2015, des fonds de concours et attributions de produits rattachés en gestion 2015 ainsi que des mouvements de fongibilité asymétrique mis en œuvre en gestion 2015.

*Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.*

(E2) Ce montant correspond aux AE consommées en gestion 2015. Il comprend les retraits d'engagement exécutés en 2015.

*Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.*

(E3) Ce montant correspond à la part des AE disponibles en gestion 2015 affectées au 31 décembre 2015 mais non engagées.

*Ce montant est complété par la direction du budget.*

(E4) Ce montant correspond à la part des AE disponibles en gestion 2015 non affectées et non engagées au 31 décembre 2015.

*Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante :  $(E4) = (E1) - (E2) - (E3)$ .*

## **2<sup>ÈME</sup> BLOC : LES CRÉDITS DE PAIEMENT**

(P1) Ce montant correspond aux CP ouverts par la LFI 2014, auxquels s'ajoutent les CP reportés de 2014 vers 2015, ceux issus des mouvements réglementaires et lois de finances rectificatives intervenus en cours de gestion 2015, des fonds de concours et attributions de produits rattachés en gestion 2015 ainsi que des mouvements de fongibilité asymétrique mis en œuvre en gestion 2015.

*Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.*

(P2) Ce montant correspond aux CP consommés en gestion 2015.

*Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.*

(P3) Ce montant correspond aux CP consommés en gestion 2015 pour couvrir des engagements juridiques 2014 ou antérieurs. Ce montant correspond à la différence entre la totalité des CP consommés en gestion 2015 et la part des CP consommés en gestion 2015 pour couvrir des AE consommées en 2015 au titre d'engagements pris en 2015.

*Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante :  $(P3) = (P2) - (P4)$ .*

(P4) Ce montant correspond aux CP consommés en gestion 2015 pour couvrir des AE consommées en 2015 au titre d'engagements pris en 2015.

*Ce montant fait l'objet d'une saisie par le ministère dans l'application Farandole.*

(P5) Ce montant correspond à une estimation des CP qui seront nécessaires en 2016 pour couvrir des engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2015.

*Ce montant fait l'objet d'une saisie par le ministère dans l'application Farandole.*

*Cette case figure dans le bloc 3 des restes à payer.*

(P6) Ce montant correspond à une estimation maximale des CP qui seront nécessaires après 2015 pour couvrir le solde des engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2015, soit la prévision du solde des engagements non couverts par des crédits de paiement au 31 décembre 2015, dont sera déduit l'estimation des CP nécessaires en 2016.

*Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante :  $(P6) = (R6) - (P5)$ .*

*Cette case figure dans le bloc 3 des restes à payer.*

### 3<sup>ÈME</sup> BLOC : LES RESTES À PAYER

(R1) Ce montant brut correspond aux AE engagées avant le 31 décembre 2014 et non couvertes par des paiements au 31 décembre 2014. Il s'agit de la reprise du montant figurant dans l'échéancier du RAP 2014 du programme en case (8). Pour les nouveaux programmes créés en 2015, ce montant sera égal à 0.

*Ce montant est complété automatiquement par l'application Farandole.*

(R2) Ce montant correspond à l'impact des travaux de fin de gestion postérieurs à la finalisation des RAP 2014 ainsi qu'à la reprise des restes à payer dans le cas des nouveaux programmes créés en 2015.

(R3) Ce montant net correspond aux AE engagées avant le 31 décembre 2014 et non couvertes par des paiements au 31 décembre 2014. Il peut être différent du montant identifié dans les RAP 2014 (R1), afin de tenir compte des travaux de fin de gestion réalisés postérieurement à la finalisation des RAP 2014 et d'une éventuelle reprise des restes à payer dans le cas des nouveaux programmes créés en 2015.

*Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante :  $(R3) = (R1) + (R2)$ .*

(R4) Ce montant correspond à la somme des engagements 2014 et antérieurs non couverts par des paiements au 31 décembre 2015.

*Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante :  $(R4) = (R3) - (P3)$ .*

(R5) Ce montant correspond à la somme des engagements 2015 non couverts par des paiements au 31 décembre 2015.

*Ce montant est calculé automatiquement selon la formule de calcul suivante :  $(R5) = (E2) - (P4)$ .*

(R6) Ce montant correspond au solde des AE non couvertes par des paiements au 31 décembre 2015. Il correspond à la somme des engagements 2014 et antérieurs non couverts par des paiements au 31 décembre 2015 (R4) et des engagements 2015 non couverts par des paiements au 31 décembre 2015 (R5).

*Ce montant est complété par la direction du budget.*

## Annexe 6 bis : Partenariats public-privé (PPP) et contrats de crédit-bail

**En raison des implications budgétaires pluriannuelles des partenariats public-privé (PPP), le rapport annuel de performances (RAP) 2015 comprend comme les années précédentes une rubrique spécifique intitulée « partenariats public-privé et contrats de crédit-bail ».**

L'identification du type de PPP est importante dans la mesure où des informations spécifiques sont demandées pour les baux emphytéotiques administratifs (BEA) sectoriels, d'une part, et les autorisations d'occupation temporaire-locations avec option d'achat (AOT-LOA) et les contrats de partenariat, d'autre part.

### Informations à apporter dans les RAP 2015

Vous veillerez à renseigner cette rubrique dont la trame est différente selon qu'il s'agit de BEA sectoriels, d'AOT-LOA ou de contrats de partenariat (CP) ou de crédits-bail.

#### a) Informations générales

- **Libellé** : il s'agit de résumer en une phrase l'objet du PPP (par exemple : AOT-LOA portant sur la construction – exploitation – maintenance de l'université de XXX sur le site de XXX).
- **Présentation synthétique du projet** (maximum 10-15 lignes) : cette présentation doit notamment faire figurer : le cadre juridique (AOT-LOA ; BEA ; BEH ; BEA et AOT « LOPSI /LOPJI » ; CP ; crédit-bail, ...), la valeur actuelle nette du contrat (en coût global et en dépenses d'investissement), la durée du contrat, les origines et les montants des multi-financements (exemple : État, CPER, FEDER...).

Opération	Acteur public	Pouvoir adjudicateur	Type de contrat	Partenaire	Date de signature
YY	Etat ou ODAC ou APUL ou ASSO	XX	XX	XX	XX

Opération	Année de livraison	Investissement (M€ TTC)	Dont Etat	Dont ODAC	Dont APUL (CPER)	Dont Europe (FEDER)	Débit (M€ TTC)	Montant de la cession Dailly (M€ TTC)	Loyers moyens (M€ TTC)	Nombre d'année
YY	XX	XX	xx	xx	xx	xx	XX	XX	XX	XX
Dont 1 <sup>ère</sup> tranche										
Dont 2 <sup>ème</sup> tranche										

- **Partenaire privé** : préciser de qui il s'agit, et quel sera son rôle dans l'opération. Si une société a été spécialement créée pour le projet de PPP par le partenaire, il convient de préciser qui en est actionnaire.
- **Année de signature et de notification** du bail ou du contrat.
- **Année de livraison.**

➤ **Année de fin de contrat.**

b) Informations budgétaires spécifiques aux BEA sectoriels

La plupart des BEA sectoriels sont considérés comme relevant de la procédure des locations simples. Les AE sont engagées au moment de la signature du bail et les CP sont versés chaque année, selon l'échéancier de règlement défini par le contrat de bail (budgétisation en AE ≠ CP).

Concernant ces BEA sectoriels relevant de la procédure des locations simples, vous remplirez le tableau ci-dessous en faisant apparaître dans la colonne « années antérieures » les cumuls en AE et en CP correspondant aux années antérieures à 2013 depuis la signature du contrat.

	2013 et années antérieures		2014		2015		2016	2017	2018 et années postérieures
(en millions d'euros)	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Prévision	Prévision
Autorisations d'engagement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Crédits de paiement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX

Concernant le cas particulier (rare) des BEA sectoriels prévoyant la **mise à la disposition de l'État de locaux à titre gratuit** ou moyennant un loyer symbolique (dans ce cas, la collectivité territoriale bénéficie du FCTVA), en principe, aucune écriture n'affecte la comptabilité budgétaire puisqu'il y a absence de flux de crédits, tant en AE qu'en CP. Le tableau ci-dessus est alors sans objet<sup>1</sup>.

c) Informations budgétaires spécifiques aux contrats de partenariat (CP), de crédit-bail et AOT-LOA

La budgétisation des contrats de partenariat, de crédit-bail et des AOT-LOA est fonction de la nature des dépenses considérées, selon les termes du contrat. S'agissant des **coûts d'investissement** (TTC et augmentés du coût de dédit - le dédit est composé de l'ensemble des indemnités contractuelles dues par la personne publique en cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général), les AE sont consommées lors de la notification du contrat et les CP sont consommés chaque année, selon les échéanciers de règlement prévus au contrat (AE ≠ CP).

S'agissant des **coûts de fonctionnement et de financement**, les AE sont consommées au début de chaque année civile, jusqu'au terme du contrat, et les CP sont consommés dans l'année, selon l'échéancier de règlement prévu au contrat (AE = CP).

Pour les contrats de partenariat, de crédit-bail et les AOT-LOA, vous remplirez le tableau ci-dessous en portant dans la colonne « années antérieures » les cumuls en AE et en CP correspondant aux années antérieures à 2015 depuis la signature du contrat.

<sup>1</sup> Ce n'est que dans la mesure où des travaux à la charge de l'État interviennent sur les biens ainsi mis à disposition que les AE correspondantes doivent être engagées (travaux répondant à la définition d'immobilisations au sens de la norme n° 6).

	2013 et années antérieures		2014		2015		2016	2017	2018 et années postérieures
<i>Autorisations d'engagement</i> Crédits de paiement	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Consommation	Prévision	Prévision	Prévision
Investissement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Fonctionnement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Financement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX

Le cas échéant, il est demandé de préciser les objectifs de performance assignés au partenaire privé pouvant impacter la part « fonctionnement » des loyers versés au partenaire privé.

Les raisons d'éventuelles modifications au contrat doivent également être précisées, les origines des modifications apportées ou envisagées (force majeure, imprévision, etc.) et les conséquences sur les termes du contrat.

Rappel : tout avenant constitue une modification, y compris lorsque l'économie générale du contrat n'est pas bouleversée.

Enfin, vous renseignerez la rubrique « **Justification des écarts significatifs entre les prévisions et les exécutions** » afin notamment de contrôler l'application des pénalités que la personne publique est en droit d'appliquer à son partenaire privé en cas de non respect de ses obligations contractuelles. Les sources d'écarts peuvent être liées par exemple à l'indexation des différentes parts des loyers, ou encore au renchérissement des frais financiers dans le cadre de cessions de créances.

En l'espèce, l'article 11 de l'ordonnance modifiée du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat précise qu'un tel contrat « *comporte nécessairement des clauses relatives [...] aux conditions dans lesquelles, chaque année, les sommes dues par la personne publique à son cocontractant et celles dont celui-ci est redevable au titre de pénalités ou de sanctions font l'objet d'une compensation* ».

**Pour un rappel de la définition générale d'un PPP, se reporter à l'annexe 6 bis *Partenariats public-privé* de la circulaire 1BE-09-3050 relative à la campagne des RAP 2009.**

## Annexe 6 *ter* : Contrats de projets État-Région (C P E R ) 2007-2014 et contrats de plan État-Régions 2015-2020

Les RAP 2015 comprennent une rubrique spécifique intitulée « Grands projets transversaux et crédits contractualisés ». **Vous préciserez sous cette rubrique les montants en AE et CP qui ont été consacrés aux opérations contractualisées dans les CPER 2015-2020, ainsi que, le cas échéant, dans les CPER 2007-2014.**

La circulaire n° 5213/SG du Premier ministre du 25 avril 2007 régissant la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales au titre de la génération de contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 préconise un suivi spécifique de ces investissements.

Deux tableaux doivent obligatoirement être renseignés pour les programmes disposant de crédits contractualisés, correspondants aux générations successives de CPER : d'une part la génération 2007-2014, clôturée au 31 décembre 2014, mais pour laquelle des paiements pouvaient se poursuivre en 2015 ; d'autre part la nouvelle génération, lancée en 2015 et s'étendant jusqu'en 2020.

Vous indiquerez dans un premier temps, le cas échéant, **la part des AE (cas exceptionnel) et CP du programme** (répartis par action) et/ou de ses opérateurs **consacrés en 2015 pour financer l'ancienne génération 2007-2014 des CPER, dont l'exécution a été prolongée en 2015 (tableau 1 à la fin de l'annexe).**

Vous mentionnerez dans un second temps, **en AE et CP, la contribution 2015 de chaque programme et/ou opérateur aux CPER 2015-2020, dont 2015 constitue la première année d'engagements (tableau 2 à la fin de l'annexe).**

À la suite de ces informations, un tableau de synthèse généré automatiquement proposera une synthèse des deux générations de CPER.

**Enfin, une zone de commentaires, à renseigner obligatoirement, vous permettra de préciser utilement les grands déterminants des dépenses CPER, en volume et en nature, au titre de 2015. Il conviendra notamment d'insister sur les taux d'exécution des CPER de la génération 2007-2014 au terme de l'exercice 2015, qui avait vocation à permettre l'achèvement des projets en cours.**

**Tableau 1 : CP de la génération CPER 2007-2014**

Génération CPER 2007-2014

Action	PAP 2015	Prévision 2015		Consommation 2015	
	Rappel du montant initial	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action 1	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
Action 2	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
<b>Total</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>

Éléments d'explication :

Colonne « Rappel du montant initial » : Montant initial de la génération 2007-2014 (pré-remplie, modifiable).

Colonne « Prévision 2015 » : Prévision en AE et CP du programme au titre du PLF 2015 sur la génération 2007-2014 (pré-remplie par action, non modifiable).

Colonne « Consommation 2015 » : Consommation 2015 en AE et CP du programme sur la génération 2007-2014 (à renseigner par action).

**Tableau 2 : Génération CPER 2015-2020**

Génération CPER 2015-2020

Action	PAP 2016	Prévision 2015		Consommation 2015	
	Rappel du montant initial	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action 1	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
Action 2	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX	XXX XXX
<b>Total</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>	<b>X XXX XXX</b>

Éléments d'explication :

Colonne « Rappel du montant initial » : Montant initial de la génération 2015-2020 (à renseigner en cohérence avec les données inscrites au PAP 2016, dès lors que les PAP 2015, préalables à la contractualisation des CPER 2015-2020, ne contiennent pas de prévisions au titre de cette nouvelle génération).

Colonne « Prévision 2015 » : Prévision en AE et CP du programme au titre de l'exercice 2015 sur la génération 2015-2020 (à renseigner en cohérence avec les données inscrites au PAP 2016, dès lors que les PAP 2015, préalables à la contractualisation des CPER 2015-2020, ne contiennent pas de prévisions au titre de cette nouvelle génération).

Colonne « Consommation 2015 » : Consommation 2015 en AE et CP du programme sur la génération 2015-2020 (à renseigner par action).

**Tableau 3 : Génération 2007-2014 et 2015-2020**

Consommation 2015 (synthèse)

Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
X XXX XXX	X XXX XXX

Éléments d'explication :

Colonne « Autorisations d'engagement » : AE consommées en 2015 (correspond au total de la colonne « Consommation 2015 » pour les AE du tableau 2).

Colonne « Crédits de paiement » : CP consommés en 2015 (correspond au total des colonnes « Consommation » pour les CP 2015 du tableau 1 et « Consommation 2015 » pour les CP du tableau 2).

## Programmes et opérateurs contributeurs aux CPER 2007-2014

Ministère		Programme	Mission
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	149	Forêt	Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	154	Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	143	Enseignement technique agricole	Enseignement scolaire
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	112	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	142	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Recherche et enseignement supérieur
Culture et communication	131	Création	Culture
Culture et communication	175	Patrimoines	Culture
Culture et communication	224	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Culture
Défense et anciens combattants	167	Liens entre la Nation et son armée	Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation
Défense et anciens combattants	212	Soutien de la politique de la défense	Défense
Ecologie, développement durable, transports et logement	113	Urbanisme, paysages, eau et biodiversité (*)	Ecologie, développement et aménagement durables
Ecologie, développement durable, transports et logement	181	Prévention des risques (**)	Ecologie, développement et aménagement durables
Ecologie, développement durable, transports et logement	203	Infrastructures et services de transports	Ecologie, développement et aménagement durables
Ecologie, développement durable, transports et logement	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	Ecologie, développement et aménagement durables
Economie, finances et industrie	134	Développement des entreprises et de l'emploi	Economie
Economie, finances et industrie	233	Tourisme	Economie
Economie, finances et industrie	192	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Recherche et enseignement supérieur
Enseignement supérieur et recherche	150	Formations supérieures et recherche universitaire	Recherche et enseignement supérieur
Enseignement supérieur et recherche	172	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherche et enseignement supérieur
Enseignement supérieur et recherche	187	Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	Recherche et enseignement supérieur
Enseignement supérieur et recherche	193	Recherche spatiale	Recherche et enseignement supérieur
Enseignement supérieur et recherche	231	Vie étudiante	Recherche et enseignement supérieur
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	123	Conditions de vie outre-mer	Outre-mer
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	119	Concours financiers aux communes et groupements de communes	Relations avec les collectivités territoriales
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	122	Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales
Solidarités et cohésion sociale	157	Handicap et dépendance	Solidarité, insertion et égalité des chances
Sports	219	Sport (***)	Sport, jeunesse et vie associative
Travail, emploi et santé	204	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé
Travail, emploi et santé	124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	Solidarité, insertion et égalité des chances
Travail, emploi et santé	102	Accès et retour à l'emploi	Travail et emploi
Travail, emploi et santé	103	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Travail et emploi
Ville	147	Politique de la ville et Grand Paris	Ville et logement

(\*) y compris ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques) et agences de l'eau

(\*\*) y compris ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

(\*\*\*) y compris CNDSP (Centre national pour le développement du sport)

(\*\*\*\*) y compris ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine)

**Point d'attention : la liste d'opérateurs ci-dessus n'est pas strictement exhaustive ou limitative.**



Programme et opérateurs contributeurs aux CPER 2015-2020 *	
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	
112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	
113 - Paysages, eau et biodiversité	
123 - Conditions de vie outre-mer	
131 - Création	
135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	
142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	
144 - Environnement et prospective de la politique de défense	
150 - Formations supérieures et recherche universitaire	
172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	
175 - Patrimoine	
181 - Prévention des risques	
203 - Infrastructures et services de transports	
212 - Soutien de la politique de la défense	
217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de de la mobilité durables	
224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	
231 - Vie étudiante	
334 - Livre et industries culturelles	
613 - Soutien aux prestations de l'aviation civile	
Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) : ces crédits font l'objet d'une restitution spécifique dans le jaune budgétaire dédié	
ADEME	
Agences de l'eau	
CNDS	
Ecoles des Mines et Mines Telecom	
ONEMA	
Organismes de recherche (CNRS, INRA, IFREMER ...)	
Voies navigables de France	

\* Compte-tenu du contexte de finalisation des contrats de la génération 2015-2020, cette liste, par nature évolutive, n'a pas de caractère exhaustif ou limitatif

## Annexe 6 *quater* : Fonctions support et JPE des grands projets SI

### **Les indicateurs transversaux portant sur les fonctions support**

Les indicateurs transversaux (RH, immobilier, bureautique, etc.) portés par les programmes soutien seront renseignés selon les méthodologies présentées dans la circulaire relative à la préparation des volets « performance » du PLF 2015 ( [Circulaire 2PERF-14-3001](#) du 1<sup>er</sup> avril 2014).

### **Cas particulier de la justification au premier euro (JPE) des grands projets informatiques**

#### Les programmes concernés :

Les programmes concernés par cette section sont les programmes ayant présenté de tels projets dans le PAP 2015 ou qui financent un projet du tableau de bord des projets sensibles pour le gouvernement visés par la circulaire du Premier Ministre du 20 janvier 2015.

#### Les projets concernés :

Les projets informatiques devant faire l'objet d'une présentation dans le RAP 2015 sont :

- les projets cités dans le PAP 2015 ;
- les projets du tableau de bord des projets sensibles pour le gouvernement même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation dans le PAP 2015.

Le responsable de programme veillera, dans le choix des projets présentés, à la cohérence entre les parties JPE et Performance (indicateur de respect des délais et des coûts des grands projets informatiques).

#### Les informations demandées :

#### **DESCRIPTION DU PROJET**

Le but de cette première partie est de disposer pour chaque projet d'une description succincte du projet et des fonctionnalités attendues. Pour les projets en cours, la description s'attachera principalement à décrire les changements de périmètre ou les réorientations du projet. Cette description littérale s'accompagne du tableau ci-dessous qui reprend de manière synthétique les caractéristiques principales du projet et notamment son appartenance à un cadre interministériel comme le programme SIRH-Paye.

Description du projet	
Année de lancement du projet	XXXX
Financement	Référence LOLF de l'action
Bénéficiaire	Référence LOLF de l'action
Cadre interministériel	Nom des initiatives interministérielles

Dans le cas d'un co-financement du projet par plusieurs programmes et/ou par des établissements publics, le projet informatique doit faire l'objet d'une justification dans chaque RAP des programmes contributeurs. En outre, le responsable de programme précisera la part du financement relevant de chaque entité.

## COÛT ET DURÉE DU PROJET

Les commentaires s'attacheront à justifier les écarts par rapport aux derniers coûts et durées affichés.

Coût détaillé par nature (en M€)	Année de lancement - 2013		2014 exécution		2015 Prévision PAP 2015		2015 exécution		2016 Prévision		post 2016 en cumul		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Titre 3	XXX												XXX	XXX
Titre 5	XXX												XXX	XXX
Titre 2													XXX	XXX
<b>Total</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>	<b>XXX</b>

La première colonne (« Année de lancement – 2013 ») reprend l'évaluation des dépenses réalisées en 2013 et les années précédentes si le projet a été lancé avant 2013.

La colonne « 2015 Prévision PAP 2015 » doit être renseignée uniquement si une information avait été spécifiée dans le PAP 2015.

Evolution du coût et la durée	Au lancement	Actualisation	Ecart en %
Coût total en M€	XXX	XXX	XXX
Durée totale en mois	XXX	XXX	XXX

Les totaux et écarts sont calculés automatiquement. Un message d'erreur apparaît si le coût actualisé saisi dans le deuxième tableau diffère du total en CP du premier tableau.

Les coûts et durée doivent suivre la méthodologie définie par l'arrêté du 14 novembre 2014 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'Etat (NOR : PRMJ1426337A).

Les coûts sont à saisir à l'euro mais seront affichés en millions avec un chiffre après la virgule.

La durée est indiquée en mois.

### Précisions :

- Les durées et coûts des projets « au lancement » sont ceux estimés à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.
- Les durées et coûts des projets réactualisés ceux sont estimés à date de production des documents budgétaires.
- Les informations demandées peuvent être reprises de la partie rentabilité des études MAREVA 2 complétées par les ministères pour les projets sensibles pour le gouvernement.

## **Annexe 7 : Rédaction du lot « Opérateurs »**

Le rapport annuel de performances (RAP) 2015 rend compte des engagements pris dans le projet annuel de performances (PAP) 2015 concernant l'ensemble des opérateurs de chaque programme. **Le rattachement d'un opérateur à un programme dans le RAP 2015 est le même que celui de la maquette budgétaire utilisé en LFI 2015.**

### **I. Les nouveautés introduites dans le RAP 2015 :**

#### **Comptes financiers 2015**

Dans le tableau du compte de résultat et celui de financement abrégé, la rubrique relative aux ressources de l'Etat sera dorénavant détaillée en faisant figurer le cas échéant les subventions pour charge de service public, les dotations en fonds propres, les ressources fiscales affectées et les transferts (crédits d'intervention).

Des contrôles spécifiques sur les charges calculées et ressources calculées ont été mis en place (cf. Tableau n°4 : Compte financier 2015 de l'opérateur)

#### **Tableau n°2-3 : Plafond des autorisations d'emplois des opérateurs du programme chef de file**

Par mesure de simplification, le format de ce tableau a été revu afin de le mettre en cohérence avec celui du PAP 2016.

#### **Budget initiaux 2016**

La présentation des budgets pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire ou non, ainsi que pour les EPST et EPSCP évolue pour tenir compte de la mise en application du décret GBCP à compter du 1er janvier 2016. Les modifications apportées sont traitées dans une partie spécifique de l'annexe (P 16 à P19 inclus)

### **II. Les points d'attention :**

#### **a. Différents modes de rattachement d'un opérateur à un programme**

Un opérateur est toujours rattaché à un seul programme chef de file. C'est ce programme qui porte le plafond d'autorisation d'emplois de l'opérateur au niveau législatif. C'est aussi ce programme qui porte, dans son volet opérateur, la fiche exhaustive de l'opérateur (financements et emplois alloués par l'Etat et budget et comptes financiers, cf. détail ci-après).

Un opérateur peut être rattaché à d'autres programmes non chefs de file. Le programme de rattachement non chef de file disposera dans son volet opérateur d'une fiche allégée dans laquelle il est prévu une présentation littéraire des résultats de l'opérateur et le tableau de consolidation des emplois de l'opérateur généré automatiquement. Les programmes de rattachement non chef de file ne saisissent aucunes données chiffrées. La liste des opérateurs multi-rattachés est en fin de la présente annexe.

Un opérateur peut également être financé par un programme auquel il n'est pas rattaché. Dans ce cas, le programme financeur n'aura pas dans son volet opérateur de fiche concernant l'opérateur financé et non rattaché. Cependant, les crédits versés figureront dans le volet JPE.

- ⇒ Les programmes de rattachement non chef de file ou financeur doivent communiquer au programme chef de file et à la direction du budget les montants versés à chaque opérateur.
- ⇒ Par ailleurs, il est de la responsabilité du programme chef de file de s'assurer de l'exhaustivité des données saisies.

#### **b. Crédits budgétaires versés aux opérateurs**

- les données 2015 pouvant être pré-remplies à partir des documents budgétaires 2016 (PAP 2016) seront visibles dès l'ouverture de Farandole : il appartient donc aux ministères de vérifier ces données et le cas échéant de les modifier ou de signaler les écarts/erreurs à la direction du budget lorsqu'elles sont bloquées à la saisie ;

- une attention particulière doit être portée sur la cohérence des données saisies dans le volet « opérateurs » avec celles relatives aux crédits versés à des opérateurs de l'État figurant dans le volet JPE, en particulier en ce qui concerne les crédits du titre 6 ;

- les programmes finançant uniquement des opérateurs qui ne leur sont pas directement rattachés ne disposent plus d'une possibilité de saisie directe dans Farandole pour le tableau récapitulatif des crédits du programme destinés aux opérateurs de l'État. (Ex : programmes 139, 143, 158, 162, 167, 230, etc.). Les transferts à saisir et les commentaires associés sont à transmettre au programme chef de file et à la direction du budget : [assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr](mailto:assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr) qui se chargeront de compléter ce tableau.

#### **c. Tableaux sur les emplois**

- Les données d'emplois pré-renseignées (réalisation 2014 et prévision 2015) seront bloquées à la saisie et ne pourront pas faire l'objet d'une modification directe par les ministères. Les modifications à apporter suite aux amendements et/ou LFR seront saisies par la direction du budget.

- Depuis le PLF 2015, les ministères doivent présenter les plafonds d'emplois des opérateurs en ETPT. Pour la dernière fois, une double présentation des emplois (ETP/ ETPT) est mise en place afin de permettre de mieux appréhender le changement de méthode de décompte des emplois de l'État et de ses opérateurs entre la gestion 2014 et 2015 ;

#### **d. Préparation du Jaune Opérateurs**

- Le recensement de l'endettement inscrit au bilan et des engagements hors bilan des opérateurs constitue une obligation conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010 modifiant l'article 14 de la loi modifiée n°2006-888 du 19 juillet 2006 ;

Les données individualisées par opérateur au 31 décembre 2015 sont présentées dans le jaune « Opérateurs de l'Etat ». Ces données devront être saisies dès l'exercice du RAP afin de disposer d'un temps suffisant pour leur fiabilisation dans la perspective du prochain PAP ;

- Le fonds de roulement et la trésorerie doivent être saisis conformément aux exigences de la LPFP 2014-2019 ainsi que les 10 rémunérations les plus importantes des opérateurs et organismes publics contrôlés par l'Etat

**ATTENTION, les informations saisies n'apparaîtront pas dans le RAP 2015.**

#### **e. Présentation des budgets initiaux 2016**

La mise en application du GBCP à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 implique un certain nombre d'évolutions majeures dans la présentation des informations budgétaires et comptables.

Les budgets initiaux 2016 (comptes de résultat, tableaux de financement abrégés et tableaux de dépenses par destination) devront être saisis dès le RAP 2015. Pour les opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire, les tableaux d'autorisations budgétaires et d'équilibre financier devront être saisis. **Le renseignement de ces tableaux a pour objet de fiabiliser les travaux du prochain PAP.**

**ATTENTION, les informations saisies n'apparaîtront pas dans le RAP 2015.**

<p>Vous pouvez faire part de vos éventuelles difficultés auprès de la direction du budget à l'adresse suivante :</p> <p><b>assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr</b></p>
--

### III. Contenu du volet opérateur des RAP 2015

Le volet opérateur se compose de deux parties :

- La première partie récapitule les crédits et les emplois alloués à l'ensemble des opérateurs du programme. Dans cette partie, seul le tableau 2-3 ci-après nécessite d'être alimenté. Les autres sont automatisés à partir des données saisies dans la deuxième partie du volet opérateur ;
- La deuxième partie du volet opérateur se présente sous la forme d'une fiche détaillée par opérateur. Tous les tableaux doivent être alimentés par le programme chef de file.

#### 1. Partie 1 : le récapitulatif des crédits et emplois alloués aux opérateurs

##### 1.1. Récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'État

Tableau n°1-1 : Récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat

Ce tableau recense l'intégralité des crédits versés par le programme à des opérateurs de l'État, que ceux-ci soient ou non rattachés au programme en question

**Il n'apparaît qu'en mode consultation. Il est pré-renseigné automatiquement à partir des données saisies par les programmes chefs de file dans les tableaux de financement de l'Etat des opérateurs (cf. infra tableau n°3).**

(en milliers d'euros)

Nature de la dépense	Réalisation 2014 (RAP 2014)		LFI 2015		Réalisation 2015	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999
Dotations en fonds propres (titre 7-2)	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999
Transferts (titre 6)	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
<b>Total</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>

**COMMENTAIRES À FOURNIR :** commentaires sur l'écart entre la prévision et l'exécution et **détail des opérateurs financés par le programme, notamment par des crédits de transferts.**

Tableau n°1-2 : Fiscalité affectée aux opérateurs du programme

Les ressources fiscales affectées aux opérateurs font l'objet d'un tableau de synthèse placé au début du volet opérateurs. Il complète le tableau n°1-1 en retraçant les crédits alloués par l'Etat aux opérateurs par le biais de ressources fiscales affectées.

**Il n'apparaîtra qu'en mode consultation. Il est pré-renseigné automatiquement à partir des données saisies dans les tableaux de compte financier des opérateurs (cf. infra tableau n°4).**

(en milliers d'euros)

Intitulé de l'opérateur	LFI 2015	Réalisation 2015
Opérateur 1	9 999 999	9 999 999
Opérateur 2	9 999 999	9 999 999
...	9 999 999	9 999 999
<b>Total</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>

## 1.2 Consolidation des emplois

**Tableau n°2-1 : Emplois des opérateurs  
y compris opérateurs multi-imputés pour le programme chef de file**

Ce tableau retrace les emplois de tous les opérateurs du programme (rémunérés par le programme chef de file et rémunérés par l'opérateur lui-même). Pour les opérateurs multi-imputés, il ne concerne que le programme chef de file (voir liste en fin d'annexe).

**Ce tableau n'apparaît qu'en mode consultation. Il est pré-renseigné à partir des données du tableau « consolidation des emplois de l'opérateur » (cf. infra tableau n°7).**

Intitulé de l'opérateur  ETP ETPT	Réalisation 2014 (1)				Prévision 2015 (3)				Réalisation 2015			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP / ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
Nom opérateur 1		99	99	9								
	999 999	99	99	9	99	99	99	9	99	99	99	9
Nom opérateur 2		99 999	99	9								
	999 999	99 999	99	9	99	99	99	9	99	99	99	9
<b>Total ETP</b>		<b>999 999</b>	<b>99</b>	<b>99</b>								
<b>Total ETPT</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>99</b>	<b>99</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>99</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>99</b>	<b>99</b>

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du programme (titre 2).

(3) La prévision 2015 fait référence aux plafonds votés en Loi de finances initiale 2015 ou, le cas échéant, en Loi de finances rectificative 2015.

**COMMENTAIRES À FOURNIR :** observations et justification des variations sur les emplois. Précisions méthodologiques éventuelles.

**Tableau n°2-2 : Emplois des opérateurs rémunérés par d'autres programmes  
y compris opérateurs multi-imputés pour le programme chef de file**

Ce tableau complète le tableau n°2-1 en retraçant les emplois financés par d'autres programmes que le programme chef de file (même périmètre que le tableau précédent).

Ce tableau n'apparaît qu'en mode consultation. Il est pré-renseigné à partir des données du tableau « consolidation des emplois de l'opérateur » (cf. infra tableau n°7).

Opérateur	Réalisation 2014 (1)	Prévision 2015 (3)	Réalisation 2015
	ETPT rémunérés par les autres programmes (2)	ETPT rémunérés par les autres programmes (2)	ETPT rémunérés par les autres programmes (2)
Nom opérateur 1	99	99	99
Nom opérateur 2	99	99	99
<b>Total ETPT</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois des autres programmes (titre 2).

(3) La prévision 2015 fait référence aux plafonds votés en Loi de finances initiale 2015 ou, le cas échéant, en Loi de finances rectificative 2015.



Tableau n°2-3 : Plafond des autorisations d'emplois des opérateurs du programme chef de file

Ce tableau détaille au niveau du programme concerné les mesures qui composent le passage du plafond d'emplois autorisé en LFI 2015 (ou LFR le cas échéant) au plafond d'emplois exécuté lors du compte financier 2015.

Au RAP 2015, ce tableau sera donc constitué de deux colonnes :

- une première colonne (prévision) correspondant au détail des mesures composant le passage du plafond d'emplois autorisé en LFI 2014 vers le plafond d'emplois autorisé en LFI 2015 (ou LFR le cas échéant). Cette colonne sera pré-remplie par la direction du budget et sera disponible en lecture uniquement ;

- une seconde colonne (réalisation) correspondant au détail des mesures réellement constatées entre le plafond d'emplois exécuté en 2014 et le niveau du plafond d'emplois réalisé en 2015. Cette colonne est à renseigner par les ministères.

**L'attention des ministères est appelée sur l'obligation de fournir un commentaire sur les écarts qui pourraient être constatés entre les deux colonnes (à la hausse ou à la baisse) et en particulier sur le respect du schéma d'emplois.**

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond au 31 décembre 2014 réalisé (*) ou prévu en 2014	999	999
Solde des transferts T2/T3	+99	+99
Solde des transferts internes	+9	+9
Solde des mesures de périmètre	-9	-9
Corrections techniques	+9	+9
Abattements de la vacance structurelle	-9	-9
Solde net en ETPT des créations ou suppressions d'emplois	9	9
<b>Emplois sous plafond au 31 décembre 2015 réalisé ou voté en LFI 2015 ou le cas échéant en LFR 2015 (1)</b>	<b>999</b>	<b>999</b>

(\*) Source RAP 2014

### **Rappel du schéma d'emplois 2015 en ETP**

	ETP
Schéma d'emplois 2015 en ETP (10)	9

### **EXPLICATION DES RUBRIQUES :**

- Emplois sous plafond au 31 décembre 2014 réalisé ou prévu en 2014: Le plafond d'emplois en ETPT est celui inscrit au RAP 2014. Il est repris automatiquement sous Farandole.

- Solde des transferts T2/T3 : solde des transferts entrants et sortants entre les plafonds d'emplois de l'État (T2) et ceux de des opérateurs (T3).

*Mode de calcul* : somme des transferts entrants sur le T3 (et sortants du T2) – somme des transferts sortants du T3 (et entrants sur le T2).

*Si le solde est positif* : hausse des emplois sous plafond opérateurs. *Si le solde est négatif* : inverse.

- Solde des transferts internes au périmètre des opérateurs : correspond à des situations de changement de programme de rattachement d'un opérateur, transferts d'emplois entre opérateurs, fusion d'opérateurs...

*Mode de calcul* : somme des transferts internes entrants – somme des transferts internes sortants.

*Si le solde est positif* : hausse des "emplois opérateurs" du programme. *Si le solde est négatif* : inverse.

- Solde des mesures de périmètre : correspond aux mesures de périmètre des opérateurs du programme comme par exemple l'intégration d'une entité nouvelle au périmètre des opérateurs, sortie du périmètre d'un opérateur et donc ses emplois ne peuvent être comptabilisés ici, sortie de périmètre de certains emplois pour être rémunérés par un organisme non opérateur...

*Mode de calcul* : somme des transferts externes entrants dans le périmètre des opérateurs – somme des transferts externes sortants du périmètre des opérateurs.

*Si le solde est positif* : hausse des "emplois opérateurs" du programme. *Si le solde est négatif* : inverse.

- Corrections techniques : solde des mesures traduisant un affinement et une fiabilisation des mécanismes de décompte des emplois des opérateurs du programme comme par exemple : identification et classification des contrats d'apprentissage, reclassification d'emplois ne répondant plus aux critères du hors plafond, contrats aidés comptabilisés à tort dans les emplois sous plafond d'autorisation législative, fonctionnaires détachés sur contrat non comptabilisés, mises à disposition entrantes comptabilisées à tort dans les emplois sous plafond d'autorisation législative,...

*Mode de calcul* : somme des corrections techniques augmentant les agents à comptabiliser sous plafond d'emplois des opérateurs – somme des corrections techniques diminuant les agents à comptabiliser sous plafond d'emplois des opérateurs

*Si le solde est positif* : hausse des "emplois opérateurs" du programme. *Si le solde est négatif* : inverse.

- Abattements de la vacance structurelle (ou abattements techniques) : ajustements effectués sur la vacance de postes. Idem, le nombre d'abattements techniques devra être inscrit avec un signe « - » devant.

*Si le solde est nul* : aucun abattement n'est réalisé. *Si le solde est négatif* : des abattements de postes vacants ont été réalisés. *Le solde ne peut pas être positif.*

- Solde net en ETPT des créations ou suppressions d'emplois : il se calcule automatiquement à partir de l'ensemble des mesures techniques saisies en exécution. En prévision, il correspond au schéma d'emplois.

- Emplois sous plafond au 31 décembre 2015 réalisé ou voté en LFI 2015 ou le cas échéant en LFR 2015 (1). La situation du réalisé au 31 décembre 2015 est obtenu via le document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel.

#### **COMMENTAIRES À FOURNIR :**

Un commentaire doit préciser les modifications apportées au plafond d'emploi en cas de Loi de finances rectificatives.

## **2. Présentation détaillée par opérateur**

### **2.1. Présentation littéraire de l'opérateur : analyse des résultats par opérateur**

Une **analyse des résultats et/ou écarts** est présentée pour la réalisation 2015. **Cette partie apparaît au début de chaque présentation détaillée par opérateur.** Elle inclut des précisions sur les écarts constatés entre les prévisions d'emplois 2015 et leur réalisation, ainsi que sur les écarts constatés entre la prévision initiale du budget et son exécution 2015.

**L'analyse des résultats doit également permettre d'établir un bilan** en matière de :

- gouvernance et de pilotage stratégique (contrat d'objectifs et de performance, lettre de mission au dirigeant, rendez-vous stratégiques),
- politique immobilière (SPSI),
- rationalisation des fonctions support (parc automobile, fonction « achats », « informatique » (ex : mutualisation des achats ou SI avec les services du/des ministères de rattachement, mise en place d'un schéma directeur informatique...)).

Dans les cas où un contrat d'objectifs et de performance a été négocié avec l'opérateur, une attention particulière est apportée à l'examen de sa mise en œuvre concernant l'année 2015.

Afin d'alléger le volet opérateurs du RAP 2015, **la présentation des missions et des activités de l'opérateur est renvoyée au PAP 2015.**

### **2.2. Présentation chiffrée de l'opérateur**

Lorsqu'un opérateur relève de plusieurs programmes, les informations le concernant ne sont présentées de **façon exhaustive** que dans le programme « chef de file ».

Tableau n°3 : Financements de l'État

**Seul le programme « chef de file » renseigne dans son volet opérateurs le tableau « financements de l'État ».**

**Les données saisies dans le tableau « financements de l'État » doivent être cohérentes avec ce qui figure dans le volet JPE.**

En cas d'incohérence, le contrôle FARANDOLE en place fait apparaître les écarts lors de l'édition provisoire d'un RAP ou de son volet opérateurs.

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014 (RAP 2014)		LFI 2015		Réalisation 2015	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Programme 135 : Développement et amélioration de l'offre de logement</b>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Subventions pour charges de service public	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Transferts	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
<b>Programme XXX : libellé du programme</b>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Dotations en fonds propres	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
<b>Programme YYY : libellé du programme</b>	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Dotations en fonds propres	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
Transferts	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999
<b>Total</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>	<b>99 999 999</b>

Vous devrez sélectionner le programme puis saisir les montants des subventions pour charges de service public, les dotations en fonds propres et les transferts. Le cas échéant, vous devez créer l'entrée correspondant au programme de financement.

Les éléments saisis dans les tableaux de financement de l'Etat par opérateurs permettront d'alimenter le tableau de récapitulation des crédits du programme (cf. supra tableau n°1-1).

#### COMMENTAIRES À FOURNIR :

Analyse de l'évolution des crédits versés et justification des principaux écarts constatés entre la LFI 2015 et la réalisation 2015.

Tableaux n°4 et 5 : Compte financier de l'opérateur

Les tableaux sont remplis à partir des documents présentés à l'organe délibérant des opérateurs lors des votes du budget initial 2015 et du compte financier 2015.

**La colonne « budget initial » fait référence au budget initial de l'opérateur. L'inscription d'un budget rectificatif à la place d'un budget initial devra faire l'objet d'un accord préalable de la part de la direction du Budget.**

**La colonne « compte financier » fait référence aux comptes financiers votés de l'opérateur.** Si au moment de l'élaboration des RAP 2015, l'organe délibérant n'a pas encore voté les comptes, il conviendra d'inscrire le compte financier provisoire soit tel qu'il a été soumis à une

certification par un commissaire aux comptes, soit tel qu'il a été soumis à l'approbation du conseil d'administration soit enfin tel qu'il a été adressé à l'organe délibérant. La source des données de réalisation devra être obligatoirement précisée (*cf. infra*).

Tableau n°4 : Compte financier 2015 de l'opérateur

Le budget de l'opérateur est présenté selon les modalités prévues pour le PAP 2015 dans le format retenu et simplifié de la présentation du budget initial et du compte financier soumis à l'organe délibérant, soit un compte de résultat et un tableau de financement abrégé. Pour mémoire, une ligne est présentée au sein de l'enveloppe de personnel et permet de saisir, lorsque l'opérateur est concerné, le montant de sa contribution employeur au compte d'affectation spéciale (CAS) Pensions. Les subventions et les charges comptabilisées en comptes de tiers (classe 4 au bilan de l'organisme) pourront aussi être précisées pour compléter cette présentation de la situation budgétaire et comptable de l'opérateur.

Les données relatives aux ressources fiscales saisies dans les comptes de résultat et tableau de financement abrégé permettront d'alimenter le tableau de récapitulation des ressources fiscales du programme (*cf. supra* tableau n°1-2).

Les fonds de roulement et trésorerie des opérateurs devront être saisis pour le compte financier 2015 et pour le budget initial 2016.

**Les données relatives aux budgets initiaux 2016 devront également être saisies dès à présent pour tous les opérateurs y compris les EPST (obligation nouvelle pour ces derniers) afin de permettre d'assurer leur fiabilité (*cf. partie relative aux tableaux applicables pour 2016 – P16 à 19 inclus*)**

**Compte de résultat**

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial	Compte financier (1)	Produits	Budget initial	Compte financier (1)
Personnel	99 999	99 999	Ressources de l'État	99 999	99 999
<i>dont charges de pensions civiles</i>	9 999	9 999	- subventions pour charges de service public	9 999	9 999
Fonctionnement	9 999	9 999	- ressources fiscales	9999	9999
Intervention	99 999	99 999	- Crédits d'intervention	9999	9999
			Autres subventions	99 999	99 999
			Ressources propres et autres	99 999	99 999
<b>Total des charges</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>Total des produits</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	999	999
Total : équilibre du CR	999 999	999 999	Total : équilibre du CR	999 999	999 999

(1) voté

ou soumis à l'approbation du conseil d'administration

ou soumis à certification du commissaire aux comptes

ou *cf.* commentaires ci-après

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial	Compte financier (1)	Ressources	Budget initial	Compte financier (1)
Insuffisance d'autofinancement	9 9 99	9 999	Capacité d'autofinancement	9 999	9 999
Investissements	9 999	9 999	Ressources de l'État	9999	9 999
Remboursement de dettes financières	9 999	9 9 99	- dotation en fonds propres	999	999
			- ressources fiscales	999	999
			- autres subventions de l'Etat	999	999
			Autres subv. d'investissement et dotations	9 999	9 999
			Autres ressources	9 999	9 999
			Augmentation des dettes financières	9 999	9 999
<b>Total des emplois</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>
Apport au fonds de roulement	9 999	9 999	Prélèvement sur le fonds de roulement	9 999	9 999

(1) Champ obligatoire conditionnant la saisie des données dans Farandole (menu déroulant). La source des données de réalisation 2014 devra être précisée : voté

ou soumis à l'approbation du conseil d'administration

ou soumis à certification du commissaire aux comptes

ou cf. commentaires ci-après

#### Explication des rubriques :

##### a) Les charges du compte de résultat et les emplois du tableau de financement

**abrégé** sont présentés en enveloppes agrégées de crédits (personnel, fonctionnement et intervention le cas échéant pour le compte de résultat, et investissement pour le tableau de financement abrégé).

**Pour mémoire, le montant des contributions employeurs dues au titre du compte d'affectation spéciale (CAS) Pensions par les opérateurs concernés (titulaires de la fonction publique étant rémunérés directement par l'opérateur) est à mentionner OBLIGATOIREMENT au sein des charges de personnel.**

Les charges du compte de résultat comprennent également les charges non décaissables (dénommées aussi charges calculées). Deux types de charges non décaissables sont identifiées : dotations aux amortissements et provisions (DAP), valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (VNC).

**Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole. Ces charges peuvent concernées des dépenses de fonctionnement et/ou d'intervention. Il n'y a pas de dissociation particulière dans le tableau.**

##### b) Les produits du compte de résultat distinguent :

- les ressources de l'État, dont les subventions pour charges de service public, les crédits d'intervention (à l'exception de ceux gérés en compte de tiers) et les ressources fiscales affectées ;
- les autres subventions reçues de financeurs publics autres que l'État (collectivités locales, Union européenne, autres organismes) ;
- les ressources propres et autres regroupant les autres recettes (recettes commerciales, droits d'entrée, produits financiers, taxe d'apprentissage...) et notamment les recettes liées aux ventes de produits ou de prestations à l'État (imputés sur le titre 3 – catégorie 1 de l'État).

Trois types de produits non décaissables sont intégrées à cette ligne : reprises sur amortissements et provisions, produits de cession d'éléments d'actif, quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice

**Un masque de saisie est apparent uniquement sous Farandole pour ces produits non décaissables.**

**c) Les emplois du tableau de financement abrégé comprennent :**

- l'insuffisance d'autofinancement constatée le cas échéant ; **le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat ;**
- les dépenses d'investissement ;
- les remboursements de dettes financières (capital remboursé hors intérêts).

**d) Les ressources du tableau de financement abrégé comprennent :**

- la capacité d'autofinancement (CAF). **le calcul est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Si vous constatez un écart entre le montant calculé dans Farandole et le montant inscrit dans le tableau de financement de l'opérateur, merci de bien vouloir vérifier les données saisies dans le compte de résultat ;**
- les ressources de l'État : elles devront dorénavant être détaillées en précisant le montant des dotations en fonds propres (catégorie 72) et, le cas échéant, des ressources fiscales ;
- les autres subventions d'investissement et dotations reçues de financeurs publics autres que l'État ;
- les autres ressources.
- l'augmentation des dettes financières (capital emprunté hors intérêts)

**COMMENTAIRES À FOURNIR :**

Dans le cas où le compte financier n'est pas approuvé par l'organe délibérant au moment de la saisie du RAP dans Farandole, il convient de préciser la source des données de réalisation inscrites au RAP.

Il convient **d'analyser les principaux écarts constatés entre la prévision et l'exécution 2015**. A noter également que les produits et ressources autres que ceux de l'État devront être précisément décrits. A titre d'exemple, l'origine des fonds de la rubrique « autres subventions » du compte de résultat devra être précisée : collectivités locales, Union européenne

Tableau n°4 bis : Compte financier 2015 des EPST - présentation spécifique

La présentation du budget des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) reprend la présentation prévue par le décret n°2002-252 du 22 février 2002 modifié par le décret n°2005-1578 du 16 décembre 2005.

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial	Compte financier (1)
<b>Personnel</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>99 999</i>	<i>99 999</i>
- activités conduites par les unités de recherche	99 999	99 999
- actions communes	999	999
- fonctions support	99 999	99 999
<b>Fonctionnement et investissement non programmé</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>
- activités conduites par les unités de recherche	999 999	999 999
- actions communes	999	999
- fonctions support	99 999	99 999

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial	Compte financier (1)
<b>Investissement programmé et autres opérations en capital</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>
- actions communes	999 999	999 999
- fonctions support	999	999
<b>Hors agrégats</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>9 999 999</b>	<b>9 999 999</b>

*(1) voté**ou soumis à l'approbation du conseil d'administration**ou soumis à certification du commissaire aux comptes**ou cf. commentaires ci-après*

**Les données relatives à 2016 devront être également saisies. La mise en place du GBCP implique que ces données doivent être saisies, à compter de 2016, en AE/CP.**

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial	Compte financier (1)
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	999 999	999 999
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	999 999	999 999
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	999	999
Autres subventions et produits	999 999	999 999
<b>Total des recettes</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>

*(1) Champ obligatoire conditionnant la saisie des données dans Farandole (menu déroulant). La source des données de réalisation 2015 devra être précisée : voté*

*ou soumis à l'approbation du conseil d'administration**ou soumis à certification du commissaire aux comptes**ou cf. commentaires ci-après*

Charges calculées	999 999	999 999
Produits calculés	999 999	999 999
<b>Réalisation de l'équilibre</b> <i>(Augmentation / diminution du fonds de roulement)</i>	<b>999</b>	<b>999</b>



Tableau n°5 : Dépenses 2015 de l'opérateur par destination

**Ce tableau est en droit constatés. Il continuera à s'appliquer en 2016 aux organismes non soumis à la comptabilité budgétaire. Un tableau spécifique est prévu pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire. – (cf. tableau 6-, 3 situé à la page 19)**

Les dépenses doivent être réparties entre les enveloppes de « personnel », « fonctionnement », « intervention » le cas échéant et « investissement ».

Ce tableau de ventilation des dépenses par destination ne tient compte que des charges décaissables et n'inclut donc pas les dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs ni les opérations sur comptes de tiers puisqu'elles ne sont pas comptabilisées en charges. Pour les opérateurs qui redistribuent des subventions comptabilisées en compte de tiers (classe 4 pour l'organisme), il est nécessaire d'apporter des éléments d'analyse.

Les destinations et les prévisions sont pré-renseignées avec les données du PAP 2016. Les destinations peuvent être modifiées. Dans ce cas, il vous est demandé de prendre l'attache du bureau opérateurs qui traitera votre demande à l'adresse suivante :

**assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr**

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
<i>Prévision Consommation</i>					
Destination 1	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
Destination 2	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
	99 999	99 999	99 999	99 999	999 999
<b>Total prévu</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>9 999 999</b>
<b>Total réalisé</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>999 999</b>	<b>9 999 999</b>

Nouveaux tableaux applicables pour le Budget 2016
---

**La mise en application du décret GBCP à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 implique la saisie de nouveaux états budgétaires. Afin de fiabiliser les travaux du PAP 2017, il vous est demandé de saisir dès les travaux pour le RAP les informations relatives au budget initial 2016.**

Tableau n°6 : Tableaux applicables aux opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire
---

**1) Tableau soumis au vote de l'organe délibérant (n°2) – Autorisations budgétaires hors EPST**

Le tableau d'autorisation budgétaire ainsi que le tableau d'équilibre financier sont à compléter. Il s'agit d'une nouveauté importante introduite par la mise en application du décret GBCP.

**Attention, le format du tableau d'autorisations budgétaires diffère pour les EPSCP et les non EPSCP.**

**La seule différence porte sur les enveloppes de recherche des EPSCP (sur autorisation du contrôleur budgétaire) qui peuvent être intégrées au tableau d'autorisations budgétaires. Il est détaillé pour chaque enveloppe les dépenses de personnel, fonctionnement et d'investissement.**

**Par mesure de simplification, le masque de saisie sous FARANDOLE demeure commun. Aucun renseignement n'est à apporter à la ligne « Enveloppe de recherche » pour les organismes qui ne sont pas sous statut d'EPSCP.**

NB : La saisie des données 2016 relatives aux EPST est traitée dans le tableau 4bis (page 14)

## Autorisations budgétaires

(en milliers d'euros)

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
<b>Personnel</b>	99 999	99 999	99 999	<b>Recettes globalisées</b>
dont charges de pensions civiles	9 999	9 999	9 999	Subvention pour charges de service public
			9 999	Autres financements de l'Etat
			9 999	Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	9 999	9 999	9 999	Autres financements publics
			9 999	Recettes propres
			99 999	<b>Recettes fléchées*</b>
			9 999	Financements de l'Etat fléchés
<b>Intervention</b>	99 999	99 999	9 999	Autres financements publics fléchés
			9 999	Recettes propres fléchées
<b>Investissement</b>	99 999	99 999		
<b>Enveloppe recherche</b>	99 999	99 999		
* Uniquement pour les EPSCP, le cas échéant, sur autorisation du contrôleur budgétaire, une ou plusieurs enveloppes** destinées à des contrats de recherche				
Dont personnel	99 999	99 999		
Dont fonctionnement	99 999	99 999		
Dont investissement	99 999	99 999		
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	999 999	999 999	999 999	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		9 999	9 999	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(\*) Montants issus du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

(\*\*) Si plusieurs enveloppes recherche sont créées, merci de bien vouloir saisir le montant agrégé de toutes les enveloppes par nature (personnel, fonctionnement, investissement).

Champ à compléter uniquement pour les EPSCP

**Informations sur le tableau :**

Les données inscrites dans le tableau 2 soumis au vote de l'organe délibérant sont à reprendre. Les cases « Recettes globalisées » et « Recettes fléchées » sont calculées automatiquement à partir des informations saisies dans les cases qui leur sont rattachées.

## 2) Tableau soumis au vote de l'organe délibérant (n°4) – Equilibre financier – Applicable à tous les organismes

Equilibre financier		(en milliers d'euros)	
Besoins		Financements	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	99 999	99 999	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	999	999	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	999	999	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	999	999	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>9 999</b>	<b>9 999</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>	<b>9 999</b>	<b>9 999</b>	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	<i>9 999</i>	<i>9 999</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	<i>9 999</i>	<i>9 999</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>99 999</b>	<b>99 999</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

### Explication de la rubrique :

L'objet de ce tableau est de présenter les besoins de trésorerie liés aux opérations budgétaires et non budgétaires.

Pour mémoire, la ligne relative aux soldes budgétaires (déficit/Excédent) correspond aux opérations budgétaires issues des tableaux d'autorisations budgétaires.

Les lignes relatives aux emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, opérations au nom et pour le compte de tiers, autres décaissements/encaissements sur comptes de tiers sont des opérations non budgétaires

Les lignes sous totaux correspondent au total des flux de trésorerie décaissables (impact négatif sur la trésorerie) et encaissables (impact positif sur la trésorerie)

Les lignes en gras dans le tableau sont calculées automatiquement à partir :

- Des informations saisies dans le tableau d'autorisations budgétaires (cases « Solde budgétaire »)
- Des informations directement saisies dans le tableau

Attention, la valeur indiquée à la ligne « Abondement de la trésorerie non fléchée » ainsi qu'à la ligne « Prélèvement sur la trésorerie non fléchée » est produit par un calcul automatique dont le résultat vient en déduction des éléments saisies à la ligne « Abondement de la trésorerie fléchée » ainsi qu'à la « Prélèvement sur la trésorerie fléchée »

### 3) Tableau transmis pour information à l'organe délibérant (n°3) – Dépenses par destination hors EPST

Ce tableau est en comptabilité budgétaire. Il s'appliquera à compter de 2016 que pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire.

Les dépenses doivent être réparties entre les enveloppes de « personnel », « fonctionnement », « intervention » le cas échéant et « investissement ».

Dépenses									
	personnel	Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE=CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Destination 1	999	999	999	999	999	999	999	9 999	9 999
Destination 2	999	999	999	999	999	999	999	9 999	9 999
Destination 3	999	999	999	999	999	999	999	9 999	9 999
Destination 4	999	999	999	999	999	999	999	9 999	9 999
Destination 5	999	999	999	999	999	999	999	9 999	9 999
Destination ...	999	999	999	999	999	999	999	9 999	9 999
TOTAL	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999	9 999

**Pour des raisons de simplification un seul écran de saisie figure dans Farandole :**

- Pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire, les colonnes AE et CP sont à compléter.

- Pour les organismes non soumis à la comptabilité budgétaire : Seule la colonne CP est à remplir. La colonne relative aux AE n'est pas à compléter.

#### EXPLICATION DES RUBRIQUES :

Attention, le nom des destinations relatives aux dépenses 2016 est ici ouvert à la saisie.

Tableau n°7: Consolidation des emplois de l'opérateur

Ce tableau permet de renseigner les tableaux d'emplois de la partie synthèse du volet opérateurs (cf. supra tableaux n°2-1 et 2-2). Les colonnes réalisation 2014 et prévision 2015 (correspondant soit à la LFI 2015, soit la LFR 2015, le cas échéant) sont pré-remplies et ne peuvent faire l'objet de modification directement par les responsables de programmes. Il revient à chaque responsable de programme de s'assurer de la cohérence de ces données.

	Réalisation 2014 (1)		Prévision 2015 (2)	Réalisation 2015
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>
- Sous plafond	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>
- Hors plafond	99	99	99	99
<i>Dont contrats aidés</i>	99	99	99	99
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>		<b>999</b>	<b>999</b>	<b>999</b>
- rémunérés par l'État par ce programme		99	99	99
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		99	99	99
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes		99	99	99

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) La prévision 2015 fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en Loi de finances initiale 2015 ou, le cas échéant, en Loi de finances rectificatives 2015.

### EXPLICATION DES RUBRIQUES :

#### FOCUS SUR LES DIFFERENTES UNITES DE DECOMPTE DES EMPLOIS

**Équivalent temps plein (ETP) :** cette unité prend en considération la quotité de travail, mais pas la durée d'activité tout au long de l'année. Il s'agit donc des effectifs physiques de l'établissement, corrigés de la quotité de temps travaillée.

Effectifs physiques x quotité de temps de travail

*Exemple : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 60% = 0.6 ETP*

**Équivalent temps plein travaillé (ETPT) :** Il s'agit d'une unité de décompte qui est proportionnelle à l'activité de l'agent, mesurée par sa quotité de temps travaillée et par sa période d'activité dans l'année. Une personne à temps plein (quotité de travail de 100%) présente dans l'établissement toute l'année consomme donc 1 ETPT. Dans une unité de décompte en ETPT, la fraction du temps complet retenue pour les agents travaillant à temps partiel est la fraction du temps complet effectuée par l'agent et **non** la fraction de la rémunération à temps complet perçue par l'agent. Dans une unité de décompte en ETPT, les heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées.

Effectifs physiques x quotité de temps de travail x période d'activité dans l'année

*Exemple 1 : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 50% présent toute l'année = 0.5 ETPT*

*Exemple 2 : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 80 %, présent 6 mois sur 12 :*

$$0.8 * 6/12 = 0.4 \text{ ETPT}$$

*Exemple 3 : 1 agent à temps plein, présent 3 mois sur 12 (exemple contrats saisonniers) :*

$$1 * 3/12 = 0.25 \text{ ETPT}$$

**Emplois (ETP et ETPT) rémunérés par l'opérateur :** cette rubrique retrace tous les emplois dont l'opérateur assure la rémunération, quelle que soit leur situation statutaire (corps de fonctionnaires propres des établissements publics, contractuels, agents détachés dans l'établissement, agents de droit privé...) et quelles que soient les missions de l'opérateur auxquelles ils concourent.

Les emplois rémunérés par l'opérateur s'apprécient en ETP au 31 décembre de l'année considérée. Le respect du plafond d'emplois en ETPT s'apprécie en moyenne annualisée. Pour la construction et le suivi des plafonds d'emplois des opérateurs de l'Etat en ETPT, nous vous invitons à vous référer à la fiche méthodologique introduite dans la circulaire relative au cadre budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'État pour 2015 du 13 août 2014.

**Les ETP et ETPT sont à saisir sans décimale.** Les informations demandées distinguent les emplois sous plafond législatif, et les emplois hors plafond (parmi lesquels figurent les contrats aidés, qui font l'objet d'un détail spécifique).

**b) Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur :** cette rubrique retrace les emplois rémunérés par l'État ou d'autres collectivités ou organismes, qui sont en fonction dans l'opérateur quelle que soit la position statutaire de ceux-ci (affectation, mise à disposition ou autre). Ces emplois regroupent :

- les ETPT rémunérés par l'État par le programme concerné ;
- les ETPT rémunérés par l'État par d'autres programmes de l'Etat.
- les ETPT rémunérés par des tiers (Union Européenne, collectivités locales, établissements publics, etc.).

#### **COMMENTAIRES À FOURNIR :**

a) Emplois (ETP et ETPT) rémunérés par l'opérateur : précisions sur les emplois et justification des variations d'emplois. **Une attention particulière devra être apportée à l'information relative aux écarts constatés entre le plafond d'emplois autorisé en 2015 et la réalisation 2015.**

b) Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur : Précisions sur ces emplois mis à disposition par d'autres programmes ou d'autres collectivités et organismes.

Tableaux n°8 : Contribution à la réalisation des dépenses d'avenir (1 et 2)

Depuis les PAP 2011 et jusqu'à l'achèvement de l'utilisation des crédits, les volets « opérateurs » présentent la contribution individuelle de chaque opérateur à la réalisation des dépenses d'avenir (LFR du 9 mars 2010). **Les tableaux détaillant la contribution individuelle 2014 de chaque opérateur aux dépenses d'avenir (à titre d'opérateur intermédiaire et/ou de bénéficiaire final) doivent inclure à la fois les dotations consommables et non consommables.**

Le tableau n°7 se compose de deux sous-tableaux, le premier concernant les opérateurs intervenant en tant qu'**intermédiaires** et, le second, les opérateurs bénéficiaires **finaux** des crédits des dépenses d'avenir (porteurs de projet). Certains opérateurs ne seront concernés que par l'un de ces deux tableaux, selon qu'ils agissent intégralement soit en tant qu'intermédiaire, soit en tant que bénéficiaire final. Pour les opérateurs intervenant à la fois en tant qu'intermédiaire et bénéficiaire final, les deux sous-tableaux sont à renseigner lors de la présentation de leur contribution aux dépenses d'avenir.

Les deux sous-tableaux sont répétés : une fois pour le PIA 1 et une autre pour le PIA 2.

Pour le PIA 1, les colonnes « crédits reçus au titre des dépenses d'avenir », « consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 » et « prévision de consommation 2015 » sont pré-remplies des données figurant dans les PAP 2016. Il est demandé aux responsables de programme de vérifier la cohérence de ces données et de signaler toute erreur à la direction du budget qui se chargera de les corriger.

Pour le PIA 2, ces mêmes colonnes sont pré-remplies, il s'agit de les vérifier et les compléter.

Tableau n°9-1 : PIA 1 en tant qu'opérateur intermédiaire

En tant qu'opérateur intermédiaire		(en milliers d'euros)				
Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 (2)		Prévision de consommation en 2015(2)		Consommation réalisée en 2015 (3)	
	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées du commissariat général à l'investissement (CGI).

(2) Reprise des données figurant au PAP 2016.

(3) Consommation de l'année 2015 (entre le 01/01/2015 et le 31/12/2015).

Tableau n°9-2 : PIA 1 en tant que bénéficiaire final

En tant que bénéficiaire final				(en milliers d'euros)	
Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2014 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2015 (2)	Prévision de consommation en 2015 (2)	Crédits reçus au 31/12/2015 (3)	Consommation réalisée au 31/12/2015 (3)
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Somme des crédits encaissés / consommés par l'opérateur de 2010 à 2013 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non). Ces chiffres sont repris des PAP 2016.



(2) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2015. Ces chiffres sont repris des PAP 2016.

(3) Crédits réellement reçus / consommés par l'opérateur pendant l'année 2015 (entre le 01/01/2015 et le 31/12/2015).

Tableau n°9-1 bis : PIA 2 en tant qu'opérateur intermédiaire

En tant qu'opérateur intermédiaire				(en milliers d'euros)	
Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2014 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2015 (2)	Prévision de consommation en 2015 (2)	Crédits reçus au 31/12/2015 (3)	Consommation réalisée au 31/12/2015 (3)
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées du CGI.

(2) Reprise des données figurant au PAP 2016.

(3) Consommation de l'année 2015 (entre le 01/01/2015 et le 31/12/2015).

Tableau n°9-2 bis : PIA 2 en tant que bénéficiaire final

En tant que bénéficiaire final				(en milliers d'euros)	
Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2014 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2015 (2)	Prévision de consommation en 2015 (2)	Crédits reçus au 31/12/2015 (3)	Consommation réalisée au 31/12/2015 (3)
99 999	99 999	99 999	99 999	99 999	99 999

(1) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2015. Ces chiffres sont repris des PAP 2016.

(2) Crédits réellement reçus / consommés par l'opérateur pendant l'année 2015 (entre le 01/01/2015 et le 31/12/2015).

## EXPLICATION DES RUBRIQUES

### a) Sous-tableau « en tant qu'intermédiaire » :

- les entités concernées sont exclusivement celles qui, répondant aux critères de qualification des opérateurs de l'État, ont été désignées explicitement en tant qu'intermédiaire dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 2010 du 20 janvier 2010 (Cf. Décret n° 2010-442 du 3 mai 2010 fixant la liste des établissements et sociétés mentionnés à l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010). La liste des établissements a été modifiée par le DÉCRET n°2014-1388 du 21 novembre 2014 - art. 1 ; les crédits engagés et les crédits consommés sont ceux qui ont fait l'objet d'une convention d'attribution signée avec le CGI (commissariat général à l'investissement) ;

- les crédits engagés correspondent aux crédits engagés par les décisions du CGI et les crédits consommés correspondent aux crédits effectivement versés par l'opérateur intermédiaire.

### b) Sous-tableau « en tant que bénéficiaire final » :

- le tableau concerne tous les opérateurs de l'État qui agissent en tant que porteurs de projet et reçoivent des crédits au titre des dépenses d'avenir de la part d'opérateurs intermédiaires ;

- les informations ne sont pas retracées en autorisations d'engagement et en crédits de paiement dans la mesure où les crédits ne leur seront pas systématiquement attribués sous cette forme ;

- les crédits reçus et prévisions de crédits correspondent à l'ensemble des crédits encaissés et à recevoir par l'opérateur au titre des différents projets auxquels il participe, qu'il en soit le coordinateur ou non. Ils ont fait l'objet d'une convention d'attribution signée avec un opérateur intermédiaire.

### COMMENTAIRES À FOURNIR :

Analyse et commentaires des écarts entre la prévision 2015 et la réalisation 2015, au regard des crédits reçus en 2015. **Pour les opérateurs bénéficiaires finaux** : il convient de préciser l'origine des crédits reçus (opérateur intermédiaire) et le(s) projet(s) sélectionné(s).

Tableau n°10 : Endettement et engagement hors bilan de l'opérateur

**Le recensement de l'endettement inscrit au bilan et des engagements hors bilan des opérateurs constitue une obligation conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010 modifiant l'article 14 de la loi modifiée n°2006-888 du 19 juillet 2006.**

Des informations individualisées relatives au bilan et au hors bilan des opérateurs au **31 décembre 2015** sont donc présentées dans le jaune « Opérateurs de l'Etat ».

Seuls sont concernés les opérateurs ayant inscrit :

- dans leur bilan, des dettes de moyen et long terme (dont l'échéance est supérieure à un an), et dont l'encours est égal ou supérieur à 100.000 €;

- dans leur hors bilan, des engagements prévus par les instructions et réglementations comptables en vigueur dont la nature est détaillée ci-dessous.

### EXPLICATION DES RUBRIQUES

#### Sous-tableau des « dettes inscrites au bilan » - situation au 31 décembre 2015 :

##### Dettes inscrites au bilan de l'opérateur

Nature de la dette	Fondement juridique	Montant inscrit au bilan (en milliers d'euros)	compte comptable concerné	Taux (en %)	Échéance
<b>Dettes comprises entre 1 et 5 ans</b>		<b>9 999 999</b>			
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
<b>Dettes supérieures à 5 ans</b>		<b>9 999 999</b>			
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxx	99 999	9 999	9,9	99/99/9999
<b>Total des dettes de l'opérateur</b>		<b>99 999 999</b>			

- Il distingue les dettes comprises en 1 et 5 ans et celles supérieures à 5 ans.
- Il existe une entrée pour chaque dette. Cette entrée précise la nature, le fondement juridique (ex : texte institutif de l'établissement pour l'emprunt, dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, etc.), le montant (encours), le compte comptable concerné au bilan, le taux d'intérêt et l'échéance de la dette.

#### Rappel des principaux comptes comptables concernés :

- *comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit*
- *comptes 165 et suivants : dépôts et cautionnements reçus*
- *comptes 168 et suivants : autres emprunts et dettes assimilées*
- *compte 1674 : avances conditionnées de l'État et des collectivités publiques*

#### Sous tableau des « engagements hors bilan » - situation au 31 décembre 2015 :

**Engagement hors bilan de l'opérateur**

Nature de l'engagement	Fondement juridique	Montant inscrit hors bilan (en milliers d'euros)
<b>Engagements de garantie</b> ex: sûretés personnelles (aval, cautionnement, lettre d'intention), sûretés réelles (gage, nantissement), sûretés immobilières (hypothèques)...		9 999 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	99 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	999 999
<b>Engagements réciproques</b> ex: crédits bails, agios à acquitter jusqu'à remboursement de la dette...		999
xxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx	999
<b>Engagements assortis de garantie</b> ex: dettes pour lesquelles l'opérateur a dû accorder elle-même une garantie, dettes contractées à l'égard de créanciers bénéficiant d'un privilège		9 999 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	99 999
xxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	999 999
<b>Engagements pris en matière de pensions ou obligations similaires (pour les opérateurs qui comptabilisent leurs dépenses de retraite en hors bilan)</b>		99 999 999
xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx	xxxxxxxxxxxxxx	99 999 999
<b>Total des engagements hors bilan de l'opérateur</b>		<b>9 999 999 999</b>

- Il distingue quatre catégories d'engagements hors bilan : les engagements de garantie, les engagements réciproques, les engagements assortis de garanties et les engagements pris en matière de pensions ou obligations similaires.
- Il existe une entrée pour chaque engagement. Cette entrée précise le fondement juridique de l'engagement hors-bilan (ex : texte institutif de l'établissement pour l'emprunt, dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, ...) et le montant de l'engagement.
- Les engagements retracés ne concernent que les engagements donnés inscrits hors bilan lors du vote du compte financier de l'établissement.

**COMMENTAIRES À FOURNIR** : Précisions méthodologiques éventuelles.

Tableau n°11 : Fonds de roulement et trésorerie de l'opérateur

L'article 25 de la LPFP 2014-2019 prévoit que l'annexe au PLF intègre notamment un bilan sur les fonds de roulements. Dans le cadre de l'application du décret GBCP au 01/01/2016, il vous est demandé de préciser le niveau de trésorerie afin de mieux faire apparaître les évolutions du fonds de roulement anticipé et son impact potentiel sur le niveau de trésorerie

Situation financière(en milliers d'euros)	Budget initial 2015(1)	Compte financier 2015	Budget initial 2016
Fonds de roulement au 31/12	99 999	99 999	99 999
Trésorerie au 31/12	99 999	99 999	99 999

(1) Ces informations sont reprises des données saisies du PAP 2016. Il appartient aux ministères de tutelles de vérifier les données saisies, le cas échéant de les compléter.

Tableau n°12 : Présentation des 10 rémunérations les plus importantes des opérateurs et organismes publics contrôlés par l'Etat

Le Parlement a inscrit dans la LPFP 2014-2019 une nouvelle exigence d'information sur la somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales (y compris indemnités et parts variables) de chaque opérateur et autres organismes publics contrôlés par l'Etat.

Pour le PLF 2017<sup>1</sup>, il est de nouveau demandé aux ministères de faire remonter cette information pour les opérateurs et les organismes non opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

- **Remontée des informations relatives aux opérateurs**

Pour des raisons techniques, seule la somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totale de l'organisme en 2015 des 504 opérateurs du PLF 2016 peut être saisie sous FARANDOLE.

Nom de la catégorie 2016 d'appartenance (pour ceux qui sont dans une catégorie)	Opérateur 2016	Statut	Programme (chef de file)	Somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales de l'organisme en 2014 (en milliers d'euros) * (y compris indemnités et parts variables)	Somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales de l'organisme en 2015 (en milliers d'euros) * (y compris indemnités et parts variables)	Commentaires
Universités et assimilés	Amiens " Université Picardie-Jules	EPSCP	150 - Formations supérieures et recherche	**	***	

\*\* Les données collectées pour le Jaune Opérateurs 2016 seront intégrées automatiquement dans Farandole. Les informations relatives à l'exécution 2014 seront affichées mais non modifiables. Pour toute demande de modification, il conviendra de saisir le bureau des opérateurs (2B2O) de la direction du budget à l'adresse suivante : [assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr](mailto:assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr) en mettant en copie votre bureau sectoriel référent.

**\*\*\*La saisie des informations relatives à l'exécution 2015 demeure du ressort du ministère ayant la tutelle principale.**

- **Remontée des informations relatives aux organismes publics contrôlés par l'Etat**

Les organismes soumis à la comptabilité budgétaire mais non opérateurs ont été rattachés à des programmes. Cette opération a été nécessaire afin d'assurer une remontée des informations sous Farandole.

**En cas d'erreur constatée dans l'affectation de l'organisme,** vous pouvez saisir le bureau des opérateurs (2B2O) de la direction du budget à l'adresse suivante : [assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr](mailto:assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr). Nous vous remercions de nous communiquer le programme qui serait alors référent (si vous détenez cette information).

Les données saisies en 2014 sont consultables et modifiables suivant les mêmes modalités qu'exposées pour les opérateurs.

<sup>1</sup> Conformément à la circulaire Premier Ministre du 23 juin 2015 relative au pilotage des opérateurs et autres organismes publics contrôlés par l'Etat

#### **IV. Les contrôles de cohérence existants pour la relecture des RAP 2015**

A l'instar des exercices précédents, des contrôles automatiques d'aide à la relecture sont prévus pour les RAP 2015. Ils visent à mettre en lumière certains écarts entre les tableaux du RAP, pour que ceux-ci puissent être corrigés ou faire l'objet de commentaires.

Ces contrôles automatiques se matérialisent par des messages d'alerte sur l'écran de saisie et lors de la production du document notamment :

- en cas d'absence de saisie manuelle des données relatives aux transferts (Titre 6) du tableau « récapitulation des crédits du programme destinés aux opérateurs de l'État », surtout lorsque de telles données ont été renseignées l'année précédente et lors de la prévision 2015 ;

- en cas d'incohérence entre le plafond exécuté pour 2015 au niveau du programme et la somme des plafonds exécutés pour 2015 de chaque opérateur de ce programme ;

- en cas d'incohérence des données relatives aux subventions/ressources de l'État entre le tableau « financements de l'État » et les tableaux « compte financier de l'opérateur » (compte de résultat et tableau de financement abrégé). L'incohérence apparente peut se justifier si elle provient de l'écart entre une subvention inscrite TTC au budget de l'État et hors taxe au niveau de l'opérateur ou de l'écart entre subvention avant mise en réserve dans le budget de l'Etat et après mise en réserve dans le budget de l'opérateur ;

- en cas d'incohérence entre les données du tableau « compte financier de l'opérateur » et celles du tableau « dépenses 2015 de l'opérateur par destination » : le total de chaque colonne du tableau « dépenses 2015 de l'opérateur par destination » doit être inférieur ou égal à l'enveloppe considérée du compte de résultat (pour le personnel, le fonctionnement et les interventions) ou du tableau de financement abrégé (pour l'investissement). L'écart doit correspondre aux charges calculées. Pour faciliter la relecture des RAP, des « sous-contrôles » sont mis en place :

- le total des dépenses de personnel du tableau par destination doit être égal aux charges de personnel inscrites dans le compte financier (compte de résultat) ;

- le total des dépenses d'intervention du tableau par destination doit être égal aux charges d'intervention inscrites dans le compte financier (compte de résultat) ;

- le total des dépenses d'investissement du tableau par destination doit être égal aux charges d'investissement inscrites dans le compte financier (tableau de financement abrégé) ;

- le total des dépenses de fonctionnement du tableau par destination doit être inférieur ou égal aux charges de fonctionnement inscrites dans le compte financier (compte de résultat), la différence devant correspondre aux charges calculées.

- en cas d'incohérence au sein du tableau « compte de résultat » : le total de charges calculées (DAP, VNC) ne peut dépasser les dépenses de fonctionnement et d'intervention. De même, le total des produits calculés (reprises sur amortissements et provisions) ne peut dépasser le total de la ligne ressources propres et autres.

### Programmes "chefs de file" des opérateurs rattachés à plusieurs programmes

Opérateur multi-imputé	Programmes concernés	Programme chef de file
ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	181 - Prévention des risques
AFII - Agence française pour les investissements internationaux	112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	134 - Développement des entreprises et du tourisme
ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	181 - Prévention des risques	174 - Énergie, climat et après-mines
ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail	111 - Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail 181 - Prévention des risques 190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables 204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	206 - Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
ASP - Agence de services et de paiement	102 - Accès et retour à l'emploi	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires
BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières	181 - Prévention des risques	187 - Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources
CAMPUS FRANCE - Agence de promotion des formations et des échanges éducatifs et scientifiques (EGIDE + Campus France)	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	185 - Diplomatie culturelle et d'influence
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables 191 - Recherche duale (civile et militaire) 212 - Soutien de la politique de la défense	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
CEREQ - Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications	155 - Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale
CNES - Centre national d'études spatiales	191 - Recherche duale (civile et militaire)	193 - Recherche spatiale
EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	175 - Patrimoines
EPPD - Etablissement public du palais de la porte Dorée (Cité nationale de l'histoire de l'immigration et aquarium)	104 - Intégration et accès à la nationalité française	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
Etablissement public du domaine de Chambord	113 - Paysages, eau et biodiversité	175 - Patrimoines
INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	181 - Prévention des risques
INRA - Institut national de la recherche agronomique	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	187 - Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources
InVS - Institut de veille sanitaire	181 - Prévention des risques	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	181 - Prévention des risques 212 - Soutien de la politique de la défense	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables
IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (ex-CEMAGREF)	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles 181 - Prévention des risques	187 - Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources
Météo-France	181 - Prévention des risques	170 - Météorologie
ONF - Office national des forêts	181 - Prévention des risques	149 - Forêt

**Pour mémoire :** un « opérateur multi-imputé » est un opérateur rattaché à plusieurs programmes. L'un des programmes est dit « chef de file », c'est sur ce programme que sont décomptés les emplois de l'opérateur, les autres sont « non chefs de files ». L'opérateur fait l'objet d'une présentation dans chacun de ses programmes. Il est généralement multi-financé, *a minima* par ses programmes de rattachement.

## **ANNEXE 8**

### **Comptabilité d'analyse des coûts**

#### **APPENDICE 1                      Principes généraux et nouveautés**

La procédure CAC dans Chorus applicable au budget général

La procédure CAC dans Chorus applicable aux budgets annexes

Les acteurs

Nouveautés

#### **APPENDICES 2 et 2 bis      Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » pour le budget général et les budgets annexes**

#### **APPENDICE 3                      Précisions concernant les travaux CAC**

#### **APPENDICE 4                      Ressources et contacts utiles**

**La principale nouveauté de la procédure cette année consiste à repositionner le volet « analyse des coûts » dans le volet « mission » avec une présentation différente des résultats et des commentaires.**

## APPENDICE 1

### Principes généraux et nouveautés

Au RAP 2015, la CAC regroupe, comme au RAP 2014, deux volets : un premier volet comprenant les données budgétaires de la LFI (crédits) et de l'exécution (dépenses), et un second volet pour les données issues de la comptabilité générale (coûts).

La simplification qui a été opérée au RAP 2014 sur le volet « coûts » se poursuit au RAP 2015 : seule une présentation des coûts directs est demandée. Il n'est plus nécessaire d'effectuer les déversements à ce stade. En revanche, le volet « dépenses » demeure présenté en « dépenses complètes » avec déversements.

#### **I. La procédure CAC dans Chorus applicable au budget général**

Le traitement des opérations relatives au budget général s'effectue dans Chorus (paramétrage des déversements et calcul du montant des dépenses complètes). Le résultat de ces opérations est ensuite déversé dans Farandole (l'outil de consolidation budgétaire) via une interface quotidienne (flux FSO) le jour suivant les opérations.

**Il est important de noter que les opérations de paramétrage et d'exécution dans Chorus sont à effectuer uniquement pour la production du volet « dépenses complètes ». Les données relatives au volet « coûts directs » seront incrémentées par la direction du budget directement dans Farandole.**

Pour le volet « coûts », les commentaires sont à saisir manuellement par les ministères dans l'outil budgétaire Farandole.

#### **II. La procédure CAC (hors Chorus) applicable aux budgets annexes**

Ce dispositif concerne les programmes des seuls budgets annexes. A cet effet, le dossier CAC attendu comprend :

1. Les trois matrices des déversements correspondant respectivement aux opérations de reconstitution des crédits prévisionnels complets pour la LFI 2015, des dépenses complètes et des coûts directs pour l'exécution 2015, ainsi que les fiches de déversements correspondantes.
2. **Les données chiffrées de la CAC ainsi que les commentaires sont à saisir manuellement dans l'application budgétaire Farandole** par les responsables des budgets annexes, avec le soutien des comptables publics pour la partie « coûts », et devront donc faire l'objet d'une livraison de jetons selon le calendrier figurant en appendice 2-bis.

#### **III. Les acteurs**

Trois niveaux d'acteurs sont identifiés et interviennent dans le processus d'élaboration et de validation de la CAC :

##### **1. Les gestionnaires produisent la CAC dans l'outil :**

Garants de la modélisation des règles de déversements pour le volet « dépenses complètes », ils organisent les modalités, contenus et calendrier des échanges à mener au sein de leur ministère en vue de valider au RAP 2015, au travers du tableau des cycles des déversements



(TDD), la reprise du modèle établi pour la LFI 2015 (responsables de programme/ CBCM). Ils interagissent de façon étroite avec les responsables de programme et entretiennent un dialogue renforcé avec les SCBCM, qu'ils associent à la compréhension des actualisations réalisées.

**Les gestionnaires CAC réalisent également la ventilation des articles 98 et 99 dans le module CO de Chorus. Cette opération, permettant l'alimentation du volet JPE et préalable à tout calcul de la CAC dans Chorus, impose une transcription dans le TDD en lien avec le gestionnaire budgétaire et les responsables de programmes concernés.**

## **2. Les services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM) :**

Le département du contrôle budgétaire – DCB – s'associe à la procédure le plus en amont possible. Il contribue ainsi à la validation interne des mises à jour des variables du modèle relatif au calcul des dépenses complètes et vérifie la conformité des paramétrages Chorus au regard du dossier CAC fourni par les ministères. **Seuls acteurs du contrôle à livrer les jetons Farandole du lot CAC à la direction du budget, ils sont localement garants de la cohérence des volets CAC et agissent comme premiers « valideurs » des résultats de la CAC.**

**Au RAP, le département comptable ministériel – DCM – sécurise, en lien avec la DGFIP, le montant des coûts directs.** Depuis 2014, les données nécessaires à la confection des RAP sont automatiquement déversées dans le module CO sous l'effet du « typage » en amont du plan comptable de l'État (PCE). Afin de vérifier le caractère complet des opérations comptables devant intégrer les coûts directs, **les DCM et la DGFIP s'assurent de l'exhaustivité des écritures prises en compte dans la CAC**, entre autres à travers l'analyse du journal des recopies, **et réintègrent les écritures manquantes** (écritures de neutralisation, écritures sans domaine fonctionnel, etc.).

Les DCM produisent par ailleurs les commentaires du volet « coûts directs » et les communiquent aux gestionnaires CAC pour saisie dans Farandole. Les situations particulières seront étudiées au cas par cas par le bureau de synthèse de la direction du budget en lien avec la DGFIP.

3. **La direction générale pour les finances publiques (DGFIP) est un contributeur important** au RAP. Responsable en amont de la recopie des données de comptabilité générale, elle assure les conditions de son exhaustivité à travers :
  - un paramétrage adapté des comptes PCE entrant dans le périmètre de la CAC dont elle communique l'état pour le millésime concerné ;
  - une validation des données comptables (coûts directs) issues de la recopie dans Chorus CO ;
  - une sensibilisation suffisante des DCM sur les pratiques comptables portant à conséquence et un copilotage avec la direction du budget des travaux des DCM au RAP 2015.
4. **La direction du budget pilote et consolide l'ensemble des travaux :** les bureaux sectoriels disposent à tout moment des informations tenues dans Chorus et valident la cohérence des RAP sur l'ensemble des volets présentés par programme à travers la relecture des commentaires. Le bureau de synthèse compétent pilote l'ensemble des travaux et valide la cohérence globale de la comptabilité d'analyse des coûts de l'État.

**Chaque acteur doit respecter la procédure de validation mentionnée dans le « Guide de prise en main de la CAC dans Chorus » de janvier 2016 (Annexe 10.3 du guide).**

## NOUVEAUTES

Dans le cadre des travaux relatifs à la simplification du processus d'élaboration de la CAC, ainsi qu'à la valorisation de celle-ci, il a été décidé les modifications suivantes, dans la continuité de celles opérées au PLF 2016 :

**I. Repositionnement du volet CAC du RAP au niveau de la mission** avec une présentation des programmes et des actions permettant une meilleure lisibilité des résultats :

- **le schéma de déversement et la zone de commentaire** explicitant le schéma **sont supprimés** ;
- **un premier histogramme** présente désormais **la comparaison par action ou par programme, selon les ministères, des dépenses directes et des dépenses complètes**. Il sera ainsi plus aisément visible quelle action ou quel programme de politique publique bénéficie des dépenses de soutien et/ou de services polyvalents ;
- **une zone de commentaire** intitulée « **Synthèse des résultats** » située sous cet histogramme ;
- **un second histogramme** présente la comparaison par action ou par programme des dépenses complètes issues de l'exécution 2015 et des crédits complets issus de la LFI 2015 ;
- **une zone de commentaire** intitulée « **Analyse des écarts entre dépenses complètes et crédits LFI complets** » située sous cet histogramme ;
- dans la partie « Dépenses complètes comparées aux crédits LFI complets », le premier **tableau détaillant les dépenses complètes par action** incluant la ventilation des dépenses indirectes au sein des programmes et entre programmes **est maintenu tel qu'il était auparavant**. Cependant, les tableaux relatifs à chaque programme sont présentés **en un seul tableau sur le même format que ceux présentés au niveau de la mission**, comme au PLF 2016 ;  
**Le second tableau** détaillant la ventilation des crédits indirects vers les programmes bénéficiaires ou en provenance des programmes contributeurs **est désormais présenté uniquement par mission** ;
- Le tableau de présentation des crédits complets de la LFI est remplacé par une colonne « LFI crédits complets » ajoutée au tableau décrit précédemment présentant les dépenses complètes.

Le contenu des commentaires est présenté plus en détail dans la partie « **RESTITUTION DANS FARANDOLE** » de l'appendice 3.

**II. Mise à disposition d'un jeton Farandole propre** pour le volet CAC dans le volet « mission », différencié de celui de la mission.

### **III. Présentation du volet « coûts directs »**

Les tableaux existant par programme au RAP 2015 sont maintenus tels quels mais compilés au niveau de la mission.

## APPENDICE 2

### Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » - Budget général

La finalisation des documents budgétaires implique le **respect des dates butoirs de chaque étape** du calendrier présenté ci-après, ainsi que le respect de la date finale de livraison du lot CAC à la direction du budget, fixée **au plus tard le 23 mars 2016**.

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Jeudi 14 janvier 2016 et Vendredi 15 janvier 2016	Formation outil des gestionnaires et DCB – AIFE/Mission CHORUS	
Mardi 26 janvier 2016	Communication par les ministères à la DB des décrets de transfert pris en compte	
<b>Dans la nuit du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 février 2016</b>	<b>1<sup>ère</sup> recopie des données d'exécution de la comptabilité budgétaire (D98) dans le module CO de CHORUS – AIFE</b>	
<b>Jeudi 4 février 2016</b>	<b>Envoi par les programmes P309 et P333 à chaque ministère et à la DB du TDD donnant la répartition des dépenses</b>	
Mardi 9 février 2016	Paramétrage dans CHORUS par les SPM et le MINFIN des cycles émetteurs extérieurs du P309 et P333.	
Vendredi 12 février 2016	Livraison aux DCB, aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB du dossier CAC par les ministères comprenant les <b>fiches explicatives des déversements propres aux opérations du RAP</b> et le <b>tableau des déversements (TDD) provisoire mis à jour des décrets de transfert et des règles de ventilation des articles 98-99</b>	
<b>Dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 février 2016</b>	<b>2<sup>nde</sup> recopie (clôture période 14) des données d'exécution de la comptabilité budgétaire (D98) dans le module CO de CHORUS – AIFE (Une 3<sup>ème</sup> vérification sera à faire le lundi 29/02 au soir en fin de période 15.)</b>	
<b>Vendredi 19 février 2016</b>	<b>- Exécution de la variante 98/99 sur la version DFM du gestionnaire - Communication aux DCB et à la DB de l'impression des cycles comprimés et de la valorisation des ratios pour validation en J+2</b>	
Mardi 23 février 2016	Exécution par les ministères de la variante 98/99 en DE1 et DEF	
Mercredi 24 février 2016	Livraison des cycles extérieurs émetteurs dans CHORUS par les ministères émetteurs pour reprise par les ministères récepteurs	
Vendredi 26 février 2016	Livraison des TDD définitifs par les ministères aux DCB et à la DB pour validation	

<b>Lundi 29 février 2016</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exécution par les ministères récepteurs des variantes extérieures sur la version de travail du gestionnaire (DE1)</li> <li>- Communication de ces variantes aux DCB et à la DB pour validation en J+2</li> </ul>	
<b>Dans la nuit du lundi 29 février au mardi 1er mars 2016</b>	<b>Recopie des données d'exécution de la comptabilité générale (C98) dans le module CO de CHORUS – AIFE</b>	
Au plus tard mercredi 2 mars 2016	Communication par la DB à la DGFIP des coûts directs extraits <u>par programme</u> du module CO	
Mercredi 2 mars 2016	Transmission du journal de recopie par l'AIFE à la DGFIP et transmission à J+1 aux DCM par la DGFIP	
<b>Jeudi 3 mars 2016</b>	<b>Exécution par les ministères récepteurs des variantes extérieures sur la version finale du gestionnaire (DEF)</b>	
Vendredi 4 mars 2016	Validation par la DGFIP des données communiquées par la DB et transmission aux DCM	
<b>Mardi 8 mars 2016</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version de travail du gestionnaire (DE1)</li> <li>- Communication de ces variantes aux DCB et à la DB pour validation en J+2</li> </ul>	
Mercredi 9 mars 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centralisation par la DGFIP des corrections à apporter aux coûts directs, notamment en provenance des DCM et des bureaux de la DGFIP (écritures manquantes sans domaine fonctionnel issues du journal de recopie, écritures de neutralisation et toute autre écriture en anomalie à réintégrer)</li> <li>- Communication à la DB des montants définitifs corrigés des coûts directs par programme pour saisie dans Farandole</li> </ul>	
<b>Jeudi 10 mars 2016</b>	<b>Exécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version finale du gestionnaire (DEF)</b>	
Jeudi 17 mars 2016	Finalisation des commentaires dans Farandole <b>pour les deux volets « dépenses complètes » et « coûts directs »</b>	
Vendredi 18 mars 2016	Livraison des commentaires par les ministères aux DCB	Livraison du jeton CAC aux DCB
<b>Mercredi 23 mars 2016</b>	<b>Livraison du jeton CAC par les DCB à la DB</b>	<b>Livraison du jeton CAC à la DB</b>

## APPENDICE 2 - bis

### Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » - Budgets annexes

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Vendredi 12 février 2016	Livraison aux DCB, aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB du dossier CAC par les ministères comprenant : - Les fiches explicatives des déversements concernant la LFI 2015 et l'exécution 2015	
Jeudi 10 mars 2016	- Saisie dans Farandole des données relatives aux dépenses directes, dépenses indirectes (déversement) et dépenses complètes - Communication à la DB des coûts directs pour saisie dans Farandole	
Jeudi 17 mars 2016	Saisie des commentaires dans Farandole pour les deux volets « dépenses complètes » et « coûts directs »	
Vendredi 18 mars 2016	Livraison des commentaires par les ministères aux DCB	Livraison du jeton CAC aux DCB
Mercredi 23 mars 2016	Livraison du jeton CAC par les DCB à la DB	Livraison du jeton CAC à la DB

## APPENDICE 3

### Précisions concernant les travaux CAC

#### I. Le processus d'élaboration de la CAC dans Chorus

##### 1. La reprise du modèle analytique CAC et de son paramétrage Chorus

Préalable à toute exécution dans Chorus, les gestionnaires produisent le tableau des cycles des déversements propre au RAP. Ce document reprend les règles de ventilation définies et paramétrées dans Chorus pour la LFI 2015 modifiées des éléments caractérisant l'exécution : format des codifications et des domaines fonctionnels, actualisation des montants des déversements extérieurs.

Un modèle de TDD ainsi qu'une fiche technique explicitant sa construction est disponible dans l'annexe 10.1 du « Guide de prise en main de la CAC dans Chorus » de janvier 2016. Il est par ailleurs accompagné du fichier de valorisation des ratios (valorisations définies pour chaque clé de répartition inscrite au modèle).

**Le tableau des cycles des déversements inclut par ailleurs les règles relatives à la ventilation des articles 98-99 ainsi que les décrets de transfert pris en compte en CAC.**

##### Points d'attention relatifs à l'actualisation du tableau des cycles des déversements au RAP

- **Le traitement des articles 98-99**

Les dépenses provisoirement imputées en gestion sur les articles 98 et 99 ont vocation en fin d'exercice à être réaffectées aux seules actions de politique publique.

La réimputation de ces dépenses obéit aux mêmes principes de ventilation que la CAC et s'effectue dans le module CAC de Chorus. L'opération est donc confiée aux gestionnaires CAC qui modélisent, paramètrent et exécutent en lien et pour le compte du gestionnaire des crédits, les règles de déversements utiles dans Chorus.

**Les résultats de cette répartition alimentent, par voie d'échanges automatisés entre Chorus et Farandole, le volet JPE des RAP.**

- **La gestion des déversements extérieurs**

Les déversements extérieurs au RAP concernent d'une part les déversements interministériels prévus en LFI, d'autre part les mouvements liés aux dépenses réalisées sur les crédits transférés en gestion (décrets de transfert).

##### *⇒ Cas des programmes 309 et 333*

**Le programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État »** regroupe depuis le PLF 2009 les crédits d'entretien lourd du propriétaire.

Construit budgétairement à partir de la contribution des ministères, son analyse des coûts a été bâtie en prévision sur le principe d'un déversement vers les ministères à hauteur de leur contribution, à charge pour ces derniers d'opérer la ventilation finale sur leurs actions de politique publique.

Dans ce cadre, France Domaine doit communiquer aux ministères pour accord (selon le calendrier en appendice 2, **au plus tard le 4 février 2016**) les montants qui seront déversés par le P309 sur la base des montants des dépenses exécutées constatées dans Chorus. Cet échange est assorti d'une communication du TDD, des analyses et de la méthodologie retenue

en amont des résultats. Après validation du TDD, les montants seront paramétrés dans Chorus par le ministère des finances et des comptes publics en tant que ministère émetteur.

**Le programme 333 « Fonctionnement des DDI et dépenses immobilières des services déconcentrés »** créé en rattachement à la mission « Direction de l'action du gouvernement » et inscrit dans le périmètre ministériel des services du Premier ministre (SPM), mutualise, depuis le PLF 2011, une partie des moyens de fonctionnement des services déconcentrés. Par conséquent, il dessert un certain nombre de programmes de politique publique. Son traitement en analyse des coûts, comme tout programme de soutien, permet de préciser la contribution aux différentes politiques publiques exécutées par les directions départementales interministérielles.

A l'instar du P309, les SPM communiquent, à travers le TDD notamment, les montants et les éléments méthodologiques utiles aux ministères bénéficiaires de la mutualisation (selon le calendrier en appendice 2, **au plus tard le 4 février 2016**).

#### ⇒ *Cas des décrets de transfert*

Les dépenses sur décrets de transfert à considérer en CAC font désormais l'objet d'accords entre ministères partenaires, sans intervention préalable de la direction du budget. **Les ministères devront donc se rapprocher d'ici mi-janvier 2016** afin de se mettre d'accord sur les montants qui seront pris en compte (**montants significatifs entrant dans le périmètre CAC**) et **devront faire un retour par mail à la direction du budget sur leurs accords au plus tard le 26 janvier 2016**. En cas de désaccord, la direction du budget arbitrera.

Dès lors, les ministères actualisent leur TDD et, le cas échéant, formulent une demande d'élargissement de leur périmètre d'habilitation Chorus afin de paramétrer les règles de répartition correspondantes dans l'outil.

**En cas de prise en compte d'un décret de transfert, un commentaire précisant les montants retenus en CAC doit être apporté.**

En conclusion, les travaux concernant les P309 et P333, tout comme les dépenses réalisées sur décrets de transfert en gestion, obéissent aux jalons CAC-CHORUS définis pour les déversements extérieurs.

## 2. Un cadencement strict des opérations dans Chorus

Le caractère transversal de la CAC dans Chorus induit une interdépendance permanente entre les productions ministérielles. Toute action d'un ministère dans l'application, impactant l'ensemble du dispositif, doit être coordonnée et synchronisée avec les calendriers des ministères impactés sous peine de blocage du processus global.

## II. La restitution de l'analyse des résultats

### 1. Qualité de la restitution du volet « dépenses complètes »

Comme pour les exercices précédents, la qualité du dispositif reste conditionnée par la maîtrise méthodologique et opérationnelle du processus d'élaboration de l'analyse des coûts (cf. « Guide de prise en main de la CAC dans CHORUS » de janvier 2016).

**Une attention particulière est demandée quant à l'amélioration de la qualité des commentaires** concernant les résultats obtenus (1<sup>ère</sup> zone de commentaire sous le 1<sup>er</sup> histogramme) ainsi que sur la

comparaison des crédits complets en LFI avec les dépenses complètes en exécution (2<sup>ème</sup> histogramme).

## 2. Modification de la restitution du volet « coûts »

Comme au RAP 2014, **seuls les coûts directs du programme seront présentés en comparaison des dépenses directes (sans déversement)**, avec présentation des données de l'année précédente.

**Les commentaires devront être précis et synthétiques et se focaliser sur les principaux motifs justifiant l'écart entre dépenses directes et coûts directs au niveau du programme:**

- **montant des dotations ou reprises de provisions/ charges à payer/ amortissements** en s'appuyant sur les restitutions préconisées par la DGFIP dans son guide ;
- **justification de ces montants** (par exemple, augmentation ou diminution des risques dont la nature doit être spécifiée/ opération patrimoniale – acquisition/cession, etc.) ;
- **explication de leur variation par rapport à l'année précédente.**

\*\*\*\*



## **APPENDICE 4**

### **Ressources et contacts utiles**

#### **RESSOURCES**

- **Guide CAC-CHORUS** : « Guide de prise en main de la CAC dans Chorus » de janvier 2016 offrant un contenu détaillé des opérations à mener dans l’outil (également disponible sur Diapason).
- **Cahier pratique d’aide à l’élaboration du volet CAC des RAP** élaboré par la DGFIP.

## CONTACTS – REFERENTS CAC

Acteurs/coordonnées		Attributions
MINISTERES	Voir <a href="https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/">https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/</a>	<u>Conduite des travaux :</u> Tous : Actualisation des schémas, fiches explicatives des déversements, commentaires d'analyses, saisie dans Farandole (y compris des schémas de déversement) Budget général : production du TDD de la CAC dans CHORUS budget général Budgets annexes : production des matrices de déversements
<u>SCBCM :</u> ■ DCM	Voir <a href="https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/">https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/</a>	<u>Construction des coûts directs :</u> Validation des coûts directs en lien avec la DGFIP et la DB
■ DCB / DCM	Voir <a href="https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/">https://chorus-diapason.finances.ader.gouv.fr/</a>	<u>Validation des résultats</u> de l'analyse dans CHORUS pour le BG et validation dans Farandole du lot CAC pour BG et BA (Livraison des jetons Farandole)
<u>DGFIP /SCE:</u> Chargée de mission DGFIP	Hélène PONCET <a href="mailto:helene.poncet@dgfip.finances.gouv.fr">helene.poncet@dgfip.finances.gouv.fr</a> 01 53 18 06 50	Interlocuteur DGFIP  Coordination des travaux des DCM sur la sécurisation des données comptables  Actualisation du guide de construction des coûts directs
Bureau CE 1A Production et valorisation des comptes	Marc DAUNIS <a href="mailto:marc.daunis@dgfip.finances.gouv.fr">marc.daunis@dgfip.finances.gouv.fr</a> 01 53 18 35 56	
Bureau CE 1B Réglementation Comptable	Nathalie CORRADI <a href="mailto:nathalie.corradi@dgfip.finances.gouv.fr">nathalie.corradi@dgfip.finances.gouv.fr</a>	
Bureau CE 2A Dépenses de l'État, Rémunérations	Charles SIMONNET <a href="mailto:charles.simonnet@dgfip.finances.gouv.fr">charles.simonnet@dgfip.finances.gouv.fr</a> 01 53 18 25 09	
<u>DB :</u> Bureaux sectoriels	cf. liste de rattachement des programmes (guide opérationnel)	Suivi et contrôle de cohérence globale des RAP Validation dans Farandole du lot CAC
Bureau de synthèse 2PERF	Mathieu REBAUDIERES <a href="mailto:mathieu.rebaudieres@finances.gouv.fr">mathieu.rebaudieres@finances.gouv.fr</a> 01 53 18 65 29  Véronique FOUQUE <a href="mailto:veronique.fouque@finances.gouv.fr">veronique.fouque@finances.gouv.fr</a> 01 53 18 71 17	Pilotage général des travaux Accompagnement des ministères et des SCBCM Appui aux bureaux sectoriels de la DB Arbitrages
AIFE Délégation aux Transformations Ministérielles	Laurent PORTEFAIX <a href="mailto:Laurent.portefaix@finances.gouv.fr">Laurent.portefaix@finances.gouv.fr</a>	Assistance auprès de la DB

## Annexe 9 : Ventilation des dépenses de personnel imputées sur les articles d'exécution 98 ou 99

La nomenclature d'exécution budgétaire comporte en 2015 trente-quatre actions « dépenses de personnel à reventiler » réparties sur 31 programmes du budget général :

Ministère 2015	Code Programme 2015	Programme 2015	Code Action Personnel à reventiler	Action Personnel à reventiler
Affaires sociales, santé et droits des femmes	124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	98	Personnel des services centraux concourant aux programmes de politique
Affaires sociales, santé et droits des femmes	124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	99	Personnel des services déconcentrés concourant aux programmes de politique
Affaires étrangères et développement international	105	Action de la France en Europe et dans le monde	99	Dépenses de personnel à reventiler entre les actions du programme
Affaires étrangères et développement international	151	Français à l'étranger et affaires consulaires	99	Dépenses de personnel à reventiler entre les actions du programme
Agriculture, agroalimentaire et forêt	142	Enseignement supérieur et recherche agricoles	99	Dépenses de personnel du programme "enseignement supérieur et recherche agricoles" à reventiler
Agriculture, agroalimentaire et forêt	143	Enseignement technique agricole	99	Dépenses de personnel du programme "enseignement technique agricole" à reventiler
Agriculture, agroalimentaire et forêt	215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	99	Dépenses de personnel du programme "conduite et pilotage des politiques de l'agriculture" à reventiler
Finances et comptes publics	156	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	99	Dépenses de personnel de la direction générale des finances publiques - à reventiler
Finances et comptes publics	218	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	99	Personnel du programme à reventiler
Finances et comptes publics	220	Statistiques et études économiques	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Finances et comptes publics	302	Facilitation et sécurisation des échanges	98	Personnel du programme à reventiler
Intérieur	152	Gendarmerie nationale	99	Personnel concourant au programme "Gendarmerie nationale"
Intérieur	161	Sécurité civile	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	176	Police nationale	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	232	Vie politique, culturelle et associative	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Intérieur	307	Administration territoriale	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Justice	107	Administration pénitentiaire	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Justice	166	Justice judiciaire	99	Dépenses de personnel concourant au programme à reventiler
Justice	310	Conduite et pilotage de la politique de la justice	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Services du Premier ministre	129	Coordination du travail gouvernemental	99	Dépenses de personnel du programme "coordination du travail gouvernemental" à reventiler
Services du Premier ministre	164	Cour des comptes et autres juridictions financières	99	Personnels à reventiler
Services du Premier ministre	165	Conseil d'État et autres juridictions administratives	99	Dépenses de personnels du programme à reventiler
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	98	Dépenses des personnels des services centraux concourant aux politiques de l'emploi et du travail
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	99	Dépenses des personnels des services déconcentrés concourant aux politiques de l'emploi et du travail
Écologie, développement durable et énergie	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	98	Dépenses de personnel de l'administration centrale à reventiler entre les actions miroirs des programmes de politiques sectorielles
Écologie, développement durable et énergie	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	99	Dépenses de personnel en services déconcentrés à reventiler entre les actions miroirs des programmes de politiques sectorielles
Économie, industrie et numérique	134	Développement des entreprises et du tourisme	99	Dépenses de personnel à reventiler du programme "Développement des entreprises et de l'emploi"
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	139	Enseignement privé du premier et du second degrés	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	140	Enseignement scolaire public du premier degré	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	141	Enseignement scolaire public du second degré	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	150	Formations supérieures et recherche universitaire	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	99	Dépenses de personnel du programme à reventiler
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	230	Vie de l'élève	99	Dépenses de personnel concourant au programme

**Ces dépenses doivent être réparties dans les RAP 2015 sur les autres actions ou sous-actions qui portent des politiques publiques identifiées**, afin d'améliorer la qualité de la JPE et de garantir l'exhaustivité des documents transmis au Parlement.

**Pour les RAP 2015, cette ventilation est réalisée dans l'outil CHORUS par le gestionnaire CAC dans le respect des modalités précisées par l'annexe 8 sur la CAC** (voir rubrique concernant les articles 98 et 99 dans l'appendice 3).

L'exécution T2 ainsi reventilée sera **ensuite déversée dans Farandole** et figurera dans les RAP 2015.

Attention : Tant que cette ventilation n'est pas effectuée dans Chorus, les dépenses du titre 2 des programmes ayant des actions « *dépenses de personnel à reventiler* » sont incomplètes dans les tableaux automatiques présentant la consommation 2015 dans le RAP.

Il est précisé que les crédits à reventiler sont des CP. Les AE T2 seront ensuite présentées dans les RAP 2015 avec les mêmes chiffres que les CP T2 reventilées puisque l'égalité AE=CP, imposée par la LOLF pour le titre 2, doit être respectée.

Le processus de ventilation des crédits doit être reproduit pour chaque action à ventiler, notamment lorsqu'un programme en comporte plusieurs (en 2015, 3 programmes ont deux actions « *dépenses de personnel à reventiler* »).

**La ventilation des dépenses de personnel imputées sur les articles d'exécution 98 ou 99 doit être effectuée par les ministères dans Chorus au plus tard le 23 février 2016** (cf. annexe 1 Calendrier).

## Annexe 10 : Budgets annexes et comptes spéciaux

L'information fournie au Parlement devra s'inscrire dans le prolongement de celle fournie dans les annexes explicatives et les projets annuels de performance (PAP) du PLF 2015. **Les dates applicables sont les mêmes que celles pour les RAP du budget général.**

### 1. S'agissant des budgets annexes et des comptes spéciaux dotés de crédits :

Tous **les programmes feront l'objet d'un rapport annuel de performances** (RAP) dont la structure, pour les parties « crédits », « justification au premier euro » et « performance », sera identique à celle des RAP des programmes du budget général, telle que détaillée dans les annexes jointes à la présente circulaire.

Compte tenu de la nature particulière des budgets annexes et comptes spéciaux – qui affectent une recette donnée à une dépense spécifique – **les annexes explicatives au projet de loi de règlement comprendront un volet relatif aux recettes exécutées.** Il convient de **noter que les commissions des finances des deux assemblées ont exprimé des attentes fortes en matière de « JPE » des recettes exécutées**, en particulier sur les comptes spéciaux.

**La saisie de l'ensemble des textes s'effectuera dans l'application FARANDOLE**, la mise à disposition des lots intervenant **suivant le même calendrier que pour le budget général, sauf pour le lot CAC (cf. annexe 8 – appendice 2 bis).**

### 2. S'agissant des comptes spéciaux non dotés de crédits (comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires) :

Une information sur les recettes et dépenses opérées sera fournie, sous un format comparable à celui retenu pour la présentation des recettes et dépenses de ces comptes en PLF 2015 (et donc avec la production d'un rapport annuel de performances agrégeant les différents comptes).

**La saisie de l'ensemble des textes s'effectuera dans l'application FARANDOLE**, la mise à disposition du lot de chacun de ces comptes intervenant **suivant le même calendrier que pour le budget général et les comptes spéciaux dotés de crédits, sauf pour le lot CAC (cf. annexe 8 – appendice 2 bis).**

## Annexe 11 : Saisie dans l'application Farandole

Comme pour les RAP et les PAP précédents, la production des RAP 2015 s'effectue en utilisant l'application Farandole.

### **1) Les comptes d'accès à l'application Farandole**

Les comptes d'accès à l'application Farandole sont les mêmes que pour les PAP 2016 et/ou les RAP 2014.

Les modifications, créations et suppression éventuelles doivent être demandées au référent « habilitation Farandole » dont chaque ministère dépend :

- pauline.younes-moreno@diplomatie.gouv.fr
- laura.phan-chan-the@culture.gouv.fr
- monique.trobrillant@agriculture.gouv.fr
- annie-paule.brocard@education.gouv.fr (enseignement scolaire)
- pascal.menu@education.gouv.fr (enseignement supérieur et recherche)
- julien.thevenet@interieur.gouv.fr
- Jocelyne.Fontaine@justice.gouv.fr
- cermelia.baylon-rodriguez@pm.gouv.fr
- thi-khanh.dokiet@developpement-durable.gouv.fr
- solange.mosse@outre-mer.gouv.fr
- Kaelig.LEBRETON2@sg.social.gouv.fr
- marlene.joseph-sylvestre@finances.gouv.fr
- helene.hospital@intradef.gouv.fr

### **2) Présentation de l'application Farandole**

**Pour les nouveaux utilisateurs**, une **séance de présentation** de l'application Farandole est organisée le jeudi 11 février 2016 de 9h30 à 12h30 en salle V6063 Ouest 1 au 139, rue de Bercy à Paris. Afin de nous permettre de vérifier que les capacités d'accueil de la salle ne sont pas dépassées, les demandes d'inscriptions, accompagnées de coordonnées téléphoniques, doivent être envoyées à l'adresse suivante : [formationbii.budget@finances.gouv.fr](mailto:formationbii.budget@finances.gouv.fr)

**Les guides « utilisateurs »** disponibles *via* le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de l'application Farandole sont suffisants pour les **personnes ayant déjà utilisé** l'application pour les PAP ou RAP précédents.

N'hésitez pas à les consulter, surtout pour des problématiques d'insertion de graphiques Excel qui reviennent souvent.

### **3) Une saisie découpées en lots**

Les fascicules sont présentés par mission (cf. maquette des RAP 2015) mais leur élaboration se fait principalement programme par programme et les informations relatives à chaque programme se décomposent en plusieurs parties ou « lots » : performance, JPE, opérateurs...

Une transaction de livraison intégrée à l'application Farandole permet d'avertir la direction du budget que la saisie d'un lot est terminée. Cette livraison dépend du mode d'organisation choisi par le ministère :

- pour les ministères ayant choisi le mode d'organisation à un niveau (saisie unique par la DAF du ministère par exemple), après cette livraison, la direction du budget peut accéder aux données saisies par les ministères dans l'application Farandole pour relecture, correction et validation ;
- pour les ministères ayant choisi le mode d'organisation à deux niveaux (saisie par un RPROG puis modification et livraison par la DAF du ministère par exemple), la livraison à la direction du budget est effectuée par la DAF du ministère.

**Le calendrier de livraison vous est indiqué en annexe 1.**

Même si les RAP sont saisis partie après partie, l'application Farandole permet à tout moment de produire les documents en l'état par lot, par programme ou par mission.

### **4) Prérequis techniques au bon fonctionnement de Farandole**

L'accès à l'application se fait à travers le navigateur **Internet Explorer** depuis un poste de travail de l'administration relié au réseau interministériel ADER (RIE). Pour les ministères financiers l'URL d'accès à Farandole est : <http://farandole.alize>, pour les autres ministères l'URL est : <http://farandole.finances.ader.gouv.fr>

Après connexion par nom d'utilisateur et mot de passe (cf§1 supra), l'utilisateur peut accéder à travers des écrans de navigation au(x) mission(s) et programme(s) sur le(s)quel(s) il est habilité.

Les documents produits par Farandole sont au format ODT → Il est **impératif** de disposer du traitement de texte « **Libre Office Writer** » (version supérieure ou égale à 4.1) sur le poste de travail pour les consulter dans de bonnes conditions.

Une applet java signée intégrée dans Farandole et basée sur ce traitement de texte Libre Office Writer permet la saisie des parties littéraires (textes riches).

La procédure technique décrivant les prérequis à mettre en œuvre par votre service informatique pour cette applet java sur le poste de travail est disponible via le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de Farandole. Pour pouvoir utiliser cette applet, les ministères passant par un proxy pour accéder au réseau ADER devront le déclarer au bureau de l'informatique et des infrastructures (BII) de la direction du budget : [farandole@finances.gouv.fr](mailto:farandole@finances.gouv.fr)

À défaut de disposer de cette applet java de façon opérationnelle, vous devrez utiliser la fonction d'export / import de fichier au format ODT. Le traitement de Texte « Libre Office Writer » reste cependant indispensable pour obtenir des fichiers ODT de bonne qualité.